



distributeur de marques

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2013

SOMMAIRE

1. **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**
2. **COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013**
3. **ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**
4. **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE**

1. **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**

1.1 **Présentation générale des activités**

CFAO est un acteur majeur de la distribution spécialisée et des services dans ses métiers clés en Afrique, hors Afrique du Sud, et dans les Collectivités Territoriales d'Outre-Mer.

Distributeur des plus grandes marques mondiales dans ses métiers, CFAO affiche sa différence par une offre de services avant et après-vente répondant aux plus hauts niveaux de standards internationaux, une amélioration permanente de ses dispositifs opérationnels (show-rooms, magasins, entrepôts, ateliers, équipements, systèmes d'information...) et une chaîne d'approvisionnement capable de servir rapidement des marchés éloignés des centres de production.

S'équiper. Se soigner. Consommer. Par chacune de ses expertises, CFAO répond à des besoins essentiels sur le continent africain où le Groupe dispose d'une expérience de plus de 125 ans. Il y occupe des positions de leader (hors Afrique du Sud) dans la distribution automobile et pharmaceutique et se développe de façon continue dans la distribution de matériels d'équipement et de biens de consommation courante ainsi que dans les nouvelles technologies de l'information et des télécommunications.

CFAO opère dans quatre principales zones géographiques : l'Afrique subsaharienne francophone, l'Afrique subsaharienne anglophone et lusophone, hors Afrique du Sud, le Maghreb et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Le Groupe dispose d'une présence dans 32 pays d'Afrique (Ile Maurice comprise) et 7 Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Il est également présent au Vietnam à travers la distribution automobile. En France métropolitaine, CFAO opère essentiellement à travers des ventes directes à l'exportation. Suite à la prise de participation, en juillet 2012, d'Eurapharma dans la société Missionpharma, leader mondial des kits de santé et fournisseur majeur des opérateurs africains de santé publique, le Groupe dispose aussi depuis d'une présence indirecte au Danemark et en Inde où sont localisées les deux plateformes de stockage et d'acheminement de Missionpharma.

CFAO développe son activité sur différents segments de marché regroupés, depuis 2011, en **trois grandes divisions** telles que décrites ci-dessous.

- **CFAO Automotive** : Le Groupe, à travers sa division CFAO Automotive, est l'un des principaux importateurs – distributeurs de véhicules automobiles particuliers et utilitaires en Afrique (hors Afrique du Sud) et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Il achète, stocke, importe et distribue des véhicules, pièces et accessoires produits par plus d'une trentaine de grands constructeurs automobiles mondiaux. Le Groupe dispose, dans ce domaine d'activité, de plus de 90 ans d'expérience. CFAO Automotive bénéficie d'un réseau d'implantations et de concessions qui couvre 32 pays situés au Maghreb (Algérie, Maroc) et en Afrique subsaharienne, dont l'île Maurice, dans quatre Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer et au Vietnam. Outre la vente de gammes complètes de véhicules neufs de tourisme et utilitaires, de camions et de deux roues, CFAO Automotive offre des services diversifiés allant des services après-vente à la vente de pièces de rechange et de pneumatiques. CFAO Automotive a représenté 61% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2012 et 58% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe au premier semestre 2013.

- **Eurapharma** : Le Groupe, à travers sa division Eurapharma, est l'un des principaux importateurs-distributeurs de produits pharmaceutiques en Afrique, hors Afrique du Sud, et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer ainsi qu'à Madagascar. Eurapharma se démarque par une palette de services dédiés à ses clients amont, les laboratoires et aval, les pharmaciens. Eurapharma compte parmi ses clients les plus grands laboratoires internationaux. S'appuyant sur plus de 60 ans d'expérience, Eurapharma jouit d'une position de leader sur ses marchés historiques, l'Afrique subsaharienne francophone, où Eurapharma est présent dans 14 pays, et les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer. Eurapharma bénéficie également d'une présence importante sur des marchés investis plus récemment en Afrique subsaharienne anglophone et lusophone, dont le Nigeria où Eurapharma a pris pied en 2012 à travers l'acquisition d'Assene, devenue Assene Laborex, ainsi qu'en Algérie. Cette division a représenté 27% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2012 et 30% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe au premier semestre 2013.

- **CFAO Industries, Equipement et Services** : Cette division est issue de la réunion, en 2011, des divisions préexistantes CFAO Industries et CFAO Technologies auxquelles se sont ajoutés deux nouveaux pôles d'activité, CFAO Equipement et Location.
 - **CFAO Industries** est principalement constitué de l'activité Boissons en République du Congo, où le Groupe possède et exploite deux brasseries dans le pays dans le cadre d'un partenariat avec Heineken et estime être de très loin le principal distributeur de boissons (notamment de la marque Coca-Cola) dans ce pays. Ce pôle regroupe également la fabrication de produits en matière plastique (notamment des rasoirs et des stylos de la marque BIC®, des casiers à bouteilles et des emballages) avec quatre usines au Ghana, en Côte d'Ivoire, au Nigéria et au Cameroun. Dans le cadre du développement de son activité FMCG (Fast Moving Consumer Goods), le Groupe a conclu au cours du premier semestre 2013, avec la société Pernod Ricard un accord de distribution au Nigéria.

 - **CFAO Equipement** est un réseau business to business dédié à la vente et la maintenance de matériels et biens d'équipement, complété d'une offre de location. Il offre une gamme étendue d'engins de travaux publics, de manutention, de matériels agricoles, de groupes électrogènes et d'ascenseurs, cette dernière activité se faisant à travers un partenariat avec Otis. Parmi les solutions sur mesure qu'il offre, CFAO Equipement propose des offres novatrices de location à travers Loxea, sa marque de location courte et longue durée. Lancée en 2011 par CFAO l'activité CFAO Equipement est partenaire de grandes marques internationales dans leur secteur : JCB, LiuGong, Massey Ferguson, New Holland, FG Wilson, Hyster, Silla, Otis et Avis. CFAO Equipement est implanté dans huit pays d'Afrique : au Cameroun, Congo, Gabon, Ghana, Nigeria, Sénégal, en Côte d'Ivoire et RDC, et bénéficie également du maillage du groupe CFAO en Afrique, ce qui lui permet d'opérer déjà dans 21 pays du continent.

 - **LOXEA** : CFAO gère un parc de plus de 3,000 véhicules en location courte et longue durée sur sept territoires, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la République Démocratique du Congo, le Sénégal et Madagascar. Pour mieux répondre à la demande des professionnels sur le continent africain, le Groupe CFAO a décidé en 2011 de structurer son offre en l'élargissant. Outre la location courte et longue durée des véhicules de tourisme, des pick-up, des 4X4, il propose aussi à la location du matériel d'équipement : engins de travaux publics, manutention, groupes électrogènes. Toutes ces offres sont regroupées sous une même enseigne commerciale : LOXEA. Elles complètent les franchises que détient le Groupe auprès d'Avis, Budget et Hertz pour la location de courte durée de véhicules.

- **CFAO Technologies** : Créée en 2002, la division CFAO Technologies qui s'était construite autour de trois principaux métiers que sont l'intégration de solutions informatiques, de réseaux et télécommunications, l'installation et la maintenance d'ascenseurs sous la marque Otis et la distribution de produits et services de bureautique a opéré un recentrage de son activité. Le pôle est désormais dédié à l'intégration de produits et solutions informatiques, de réseaux et télécommunications à haute valeur ajoutée, notamment l'infogérance des postes de travail et des automates bancaires et le métier d'opérateur en radiocommunications.

La division CFAO Industries, Equipement et Services a représenté 12% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe en 2012 et également 12% du chiffre d'affaires total consolidé du Groupe au premier semestre 2013.

Le **secteur Holding** regroupe des fonctions de support centralisées, telles que la direction générale, les ressources humaines, les systèmes d'information, la communication, le développement, l'audit et les services financiers, comptables, juridiques et fiscaux notamment.

1.2 Facteurs de risques

Les risques relatifs à l'activité du Groupe sont décrits en détails au chapitre 4 du Document de référence 2012 de CFAO déposé auprès de l'AMF le 15 avril 2013, et disponible sur le site internet de CFAO ou sur le site de l'Autorité des marchés financiers. Cette analyse des risques reste valable pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe pourrait être confronté au second semestre 2013, sous réserve de ce qui est précisé dans le présent paragraphe 1.2 et de ce qui pourrait être précisé par CFAO ponctuellement.

Il est rappelé en particulier que le contexte politique et social des pays dans lesquels le Groupe opère et les variations des taux de change peuvent avoir une incidence significative sur les résultats du Groupe.

1.2.1 Risques relatifs à l'environnement économique et réglementaire

1.2.1.1 Environnement macro-économique

Les conditions économiques des pays dans lesquels le Groupe opère dépendent notamment du niveau d'investissement direct étranger et du contexte politique et social. La stabilité politique crée un climat favorable au développement du commerce et de l'économie plus généralement, et l'instabilité politique, qui se manifeste à travers des crises politiques ou sociales, des conflits ou des guerres, a l'effet inverse.

Les pays et territoires dans lesquels le Groupe est présent et dont la part du chiffre d'affaires dépasse 5% au premier semestre 2013 sont les suivants : Algérie : 15.9% (contre 17.9% sur l'année entière 2012), Congo : 8.0% (7.9%), La Réunion : 6.8% (6.7%), Cameroun : 6.4% (6.0%), Antilles : 5.9% (5.8%) et Côte d'Ivoire : 5.0% (5.2%).

1.2.1.2 Des activités sur des marchés ou pays émergents et pré-émergents d'Afrique

Les pays dans lesquels le Groupe est présent peuvent aussi connaître des troubles politiques ou sociaux, des guerres, des actes terroristes ou d'autres phénomènes de violence, des carences d'infrastructures matérielles, et des risques de pertes en raison d'expropriations, de nationalisations, de confiscations des actifs et des biens ou encore de restrictions pour les investissements étrangers et de rapatriement des capitaux investis. Ces troubles politiques ou sociaux sont courants dans certains pays où le Groupe est présent.

Les origines de ces troubles peuvent être très variées et peuvent notamment résulter d'écart de richesse au sein de la population, ou de conflits religieux ou ethniques, ou encore d'événements extérieurs comme la flambée des prix des matières premières au niveau mondial, qui peut entraîner rapidement une augmentation importante du prix des denrées de première nécessité dans un pays donné. Ces troubles ont été et peuvent continuer d'être source de crises, violences et guerres pouvant entraîner la destruction de biens et d'infrastructures du Groupe, une augmentation de ses coûts logistiques ou une interruption ou un ralentissement de ses activités dans la mesure où ils peuvent aussi avoir un effet négatif sur la croissance économique de ces pays.

CFAO n'est présent ni en Tunisie ni en Egypte ni en Libye, pays qui ont été le théâtre de révolutions populaires d'ampleur en 2011 et en 2013 à nouveau en Egypte. Le Groupe est toutefois bien établi dans les pays arabes voisins que sont l'Algérie et le Maroc (ces deux pays ont représenté ensemble 20.4% du chiffre d'affaires du Groupe sur le

premier semestre 2013). Il ne peut toujours pas être exclu que ces événements puissent indirectement affecter la situation générale de ces deux pays

A l'heure actuelle, certains des pays où le Groupe est présent connaissent des situations complexes, compte tenu de tensions sociales, de périodes d'élections ou d'activités terroristes. Depuis la publication du dernier document de référence, la situation de certains pays a pu évoluer de manière significative.

Au Mali, la situation générale, très tendue en début d'année, compte tenu d'un coup d'Etat en mars 2012 suivi d'une intervention de l'armée française début 2013, s'est apaisée. En revanche, le mouvement observé des groupes djihadistes vers le Sud de la Lybie contribue à détériorer la situation sécuritaire au Niger et au Tchad. Les ventes du Groupe dans ces deux pays au premier semestre 2013 ont représenté 1.5% du chiffre total consolidé.

La situation sécuritaire au Nigéria reste très difficile. Le Groupe s'apprête à renforcer son exposition dans le pays avec le développement d'une nouvelle activité de distribution des produits du groupe Pernod Ricard. Les ventes du Groupe dans ce pays au premier semestre 2013 ont représenté 4.2% du chiffre total consolidé.

La Centrafrique a connu des problèmes de sécurité importants en début d'année 2013 entraînant un arrêt complet des opérations dans le pays. Depuis le mois de mai 2013, la situation s'est apaisée et l'activité du Groupe a redémarré dans un contexte qui reste fragile. Les ventes du Groupe dans ce pays au premier semestre 2013 ont représenté 0.1% du chiffre total consolidé.

La situation s'est également améliorée au Kenya où des élections présidentielles en mars 2013, et les litiges portant sur les résultats, avaient pu faire craindre une période d'instabilité. Les déplacements continuent néanmoins d'être difficiles compte tenu des situations encore conflictuelles aux frontières de la Somalie, de l'Ethiopie et du Soudan. Les ventes du Groupe au Kenya au premier semestre 2013 ont représenté 3.2% du chiffre total consolidé.

Les situations particulières dans les pays mentionnés ci-dessus pourraient ralentir certaines activités industrielles ou commerciales, entraver la réalisation de certains projets en cours, ou réduire les possibilités de déplacements et donc les possibilités de développements d'activités, dans un pays ou une zone géographique, et ainsi affecter négativement les activités et résultats du Groupe.

Des tensions politiques ou sociales peuvent également survenir lors d'échéances électorales dans certains des pays où le Groupe est présent, et dans ce cas ralentir les activités économiques et commerciales des pays concernés. La seule perspective d'une échéance électorale peut amener les administrations étatiques ou collectivités publiques à réduire leurs dépenses ou l'octroi de crédits, ce qui peut également ralentir les activités économiques du pays.

Le second semestre 2013 sera riche en échéances électorales.

- A Madagascar, la situation politique s'est fortement détériorée dans un contexte très incertain d'élections suspendues et reportées. Une dégradation de la situation au cours du second semestre semble possible. Les ventes du Groupe dans ce pays au premier semestre 2013 ont représenté 0.8% du chiffre total consolidé.
- Entre le mois de juillet 2013 et la fin de l'année 2013, des élections importantes sont également attendues en Mauritanie (0.2% du CA total au premier semestre 2013), au Zimbabwe (0.8% du CA total au premier semestre 2013), au Togo (0.9% du CA total au premier semestre 2013) et en Guinée Conakry (0.8% du CA total au premier semestre 2013). Dans chacun de ces pays, et notamment en Guinée Conakry, ces échéances électorales pourront entraîner des risques importants de tensions politiques et sociales, et donc indirectement un ralentissement des activités du Groupe.

La République démocratique du Congo continue de connaître une situation difficile, notamment dans la région du Katanga où des milices sécessionnistes et d'autres groupes armés s'en prennent régulièrement aux populations civiles. Le Groupe développe dans cette région ses activités Automotive et Equipement.

Compte tenu de cet environnement potentiellement instable, CFAO est très attentif aux risques pays, qu'il analyse tout particulièrement avant de s'implanter sur un nouveau territoire. Le groupe CFAO a également, et depuis de nombreuses années compte tenu de l'ancienneté de ses implantations, mis en place un dispositif de sécurité adapté à chacun des environnements où il est présent, visant à protéger en premier lieu son personnel et ses actifs.

Ce dispositif comprend notamment une veille sur les situations politiques et sociales de chacun des pays concernés, dans la perspective de tenter d'anticiper les difficultés.

1.2.1.3 Des restrictions relatives aux investissements étrangers

Le groupe est soumis dans la plupart de ses pays à une réglementation des investissements étrangers. Un projet de loi est actuellement à l'étude au Ghana visant à encadrer l'investissement étranger dans le pays et à attribuer à l'Etat ghanéen une part du capital des sociétés étrangères. Dans le cas où ce projet aboutirait, il pourrait entraîner des conséquences sur la structure actionnariale des filiales dans le pays.

1.2.1.4 Un environnement juridique et réglementaire instable

Les activités de négoce du Groupe, notamment les produits et services qu'il vend, sont soumises à des dispositions législatives et réglementaires variées dans les pays où il est présent.

Les faiblesses des systèmes juridiques et des lois dans certains de ces pays sont la source d'un climat d'incertitude pour les investissements et les affaires, en raison de contraintes légales fluctuantes, parfois coûteuses, incohérentes ou contradictoires, du faible budget des systèmes judiciaires, d'interprétations juridiques lacunaires et/ou de réglementations insuffisantes. Ces faiblesses sont susceptibles d'avoir un effet négatif sur les conditions économiques des pays où le Groupe est présent. Ces éléments pourraient également conduire à l'interruption de certaines activités du Groupe ou à l'augmentation des coûts opérationnels dans les pays en question. L'évolution des dispositions législatives et réglementaires dans ces pays, que le Groupe n'est pas systématiquement en mesure d'anticiper, pourrait affecter de manière défavorable et significative ses activités, ses résultats, sa situation financière, et ses perspectives.

Ainsi, dans le cadre d'une convention conclue le 30 janvier 2012 avec la République du Congo, d'une durée de 5 ans, Brasseries du Congo s'est engagée à mener à bien un programme d'investissement ainsi qu'à maintenir un effectif stable et à créer des emplois permanents tout en réservant la priorité aux fournitures et services des entreprises congolaises pour l'entretien et l'exploitation de ses unités de production et aux travailleurs et cadres de nationalité congolaise pour sa politique d'embauche. En échange, le Congo lui assure pendant cette même période, un certain nombre de garanties juridiques, financières, économiques et administratives, ainsi que des avantages fiscaux et douaniers. En vertu de la loi de finances congolaise pour 2013, une commission nationale a été chargée de renégocier les contrats ayant une durée supérieure à un an et prévoyant des exonérations d'impôts et de droits de douane. Cette commission s'est vue accorder un délai de six mois pour renégocier ces contrats. Au terme de ce délai, toute exonération d'impôts et de droits de douane dépassant la limite autorisée sera réputée nulle. Au 25 juillet 2013, les membres de la commission étaient désignés mais aucune réunion n'avait encore eu lieu avec Brasseries du Congo.

1.2.1.5 Des risques fiscaux liés à l'implantation géographique du Groupe

En tant que groupe commercial multinational gérant des flux internationaux importants, le Groupe est soumis à la législation fiscale d'un grand nombre de pays à travers le monde ; il structure et conduit globalement son activité au regard d'obligations réglementaires diverses et de ses objectifs commerciaux, financiers et fiscaux.

Certaines des sociétés du Groupe sont actuellement soumises à des contrôles et redressements fiscaux opérés par les autorités gouvernementales de différents pays. Le montant global des provisions pour litiges fiscaux s'élève à 10.3 millions d'euros au 30 juin 2013 et à 9.9 millions d'euros au 31 décembre 2012. Si ces contrôles ou redressements, dont certains ont fait l'objet de provisions étaient confirmés, ou si le Groupe venait à faire l'objet d'autres redressements, cela pourrait affecter de manière défavorable la trésorerie du Groupe, sa liquidité et sa capacité à verser des dividendes.

1.2.1.6 Risques de fraude des employés du Groupe

Le Groupe a une structure décentralisée avec des opérations dans des marchés émergents et pré-émergents où les standards éthiques de pratiques commerciales pourraient ne pas être uniformément matures. Malgré les efforts du Groupe en termes de formation et de contrôle interne, le Groupe a connu dans le passé et pourrait connaître dans le futur des cas de fraude de ses employés, dont des cas de détournement ou d'abus de biens sociaux. Ces cas

seraient susceptibles d'affecter défavorablement les résultats du Groupe. Un cas de fraude s'est avéré au sein d'une des sociétés du Groupe au Maroc au cours du second trimestre 2013. Il est actuellement trop tôt pour évaluer précisément l'impact net que cette fraude pourra avoir sur les résultats de la filiale et du Groupe, mais, compte tenu des montants en jeu, il apparaît probable qu'il ne sera pas significatif aux bornes du Groupe.

A la date du 25 juillet 2013, le Groupe ne connaît pas d'autres cas de fraude de la part de ses employés qui pourraient avoir un impact significatif sur ses résultats ou sa situation financière.

1.2.2 Risques relatifs au Groupe et à ses activités

1.2.2.1 Risque résultant de la répartition du capital de CFAO

A la suite de la cession de la participation de PPR dans la Société et de l'OPA subséquente lancée par Toyota Tsusho Corporation (TTC) sur les actions CFAO, qui a clôturé le 17 décembre 2012, TTC détient désormais 97.80% du capital et des droits de vote de CFAO.

Certains des accords de distribution du Groupe contiennent des clauses relatives aux changements de contrôle, qui ont pu et pourront encore dans l'avenir être invoquées par certains partenaires pour résilier ces accords, du fait du succès de l'OPA de TTC sur les actions CFAO.

Certains fournisseurs peuvent également mettre fin à leurs contrats de distribution, sans invoquer spécifiquement une clause de changement de contrôle, parce que TTC est considéré par eux comme un affilié de Toyota Motor Corporation. Toutefois, nonobstant le fait que, au 31 mars 2013, TTC était détenue à hauteur de 21.76% par la société japonaise Toyota Motor Corporation et à hauteur de 11.21% par la société japonaise Toyota Industries Corporation, elle-même détenue à hauteur de 23.51% de ses droits de vote par Toyota Motor Corporation à la même date, TTC est une société indépendante cotée sur les bourses de Tokyo et de Nagoya, qui n'est pas contrôlée au sens de la loi française ou japonaise, par une tierce partie. Ni Toyota Motor Corporation, ni Toyota Industries Corporation, ni aucun de leurs dirigeants ne sont membres du Board of Directors de TTC.

A la date du 25 juillet 2013, plusieurs fournisseurs de CFAO ont formellement demandé la résiliation ou ont informé du non-renouvellement des accords de distribution automobile, invoquant la prise de contrôle de CFAO par TTC. Ces accords, qui concernent deux marques dont le groupe Renault Nissan, ont représenté un peu plus de 6% du chiffre d'affaires consolidé de CFAO en 2012 et un peu plus de 4% de la marge brute consolidée du Groupe en 2012. Ces résiliations ou non-renouvellements de contrats prendront effet, suivant les pays, à des dates s'échelonnant entre fin décembre 2013 et septembre 2014. CFAO réaffirme toutefois sa stratégie de distribution multimarque et sa volonté de poursuivre le développement de sa division CFAO Automotive notamment en Afrique de l'Est. Pour cela, le Groupe étudie les possibilités de nouer de nouveaux accords de distribution en remplacement de ceux existant avec ces marques. En ce sens, des discussions très positives sont d'ores et déjà en cours.

Du fait de ce changement de contrôle, le groupe CFAO peut également rencontrer plus de difficultés pour conclure de nouveaux accords ou pour développer de nouvelles opportunités dans le domaine de la distribution automobile dans le futur.

Les pertes de contrats de distribution liées au changement d'actionnariat du Groupe pourraient également entraîner des difficultés dans les relations des filiales concernées avec leurs actionnaires minoritaires. Ces derniers pourraient invoquer la responsabilité de CFAO dans la dégradation des volumes de ventes des filiales dans lesquelles ils sont investis.

L'acquisition par TTC de la majorité du capital de CFAO a été soumise à autorisation en matière de contrôle des concentrations dans plusieurs pays. L'autorisation de l'autorité européenne de la concurrence a été obtenue avant la fin de l'OPA. Cependant, à la date du 25 juillet 2013, les autorisations définitives ont été refusées en Zambie ni en Tanzanie. Ces deux pays représentent toutes activités confondues 1.8% du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2013. En Zambie, comme en Tanzanie, TTC a fait appel de cette décision.

Si TTC et CFAO ne parvenaient pas à obtenir des autorisations de la part de chacune des autorités de la concurrence concernées, CFAO pourrait devoir faire face au risque de devoir réduire ses parts de marché dans l'un des pays, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur son chiffre d'affaires consolidé et ses résultats.

1.2.2.2 *Situation concurrentielle sur le continent africain*

L'environnement concurrentiel du Groupe varie selon le segment, les produits distribués et les pays et régions dans lesquels il opère. Dans des marchés où le Groupe est le distributeur principal ou pour les pays dans lesquels il bénéficie de parts de marché importantes, il pourrait être dans l'impossibilité de maintenir ses parts de marché. Les économies des pays africains où le Groupe est présent se développent fortement à l'heure actuelle et deviennent pour certaines d'entre elles matures, créant une attractivité pour le continent africain ces dernières années pour un grand nombre de producteurs de biens de toute sorte. En conséquence, des distributeurs nouveaux souhaitent entrer en permanence sur ces marchés, et dans certains cas, des producteurs prennent la décision de distribuer leurs produits directement ou à travers des filiales propres, ces deux phénomènes intensifiant la concurrence de manière générale.

Dans un certain nombre de marchés du Groupe, comme l'Algérie, le Maroc, et l'Afrique sub-saharienne anglophone et lusophone, le Groupe fait face à une concurrence importante, détient des parts de marché moins importantes que dans d'autres pays, et, dans certains cas, peut également devoir faire face à des concurrents bénéficiant d'une présence locale plus établie. Le Groupe peut aussi faire face à une concurrence importante de vendeurs de véhicules d'occasion (et dans des pays comme l'Algérie où il existe des restrictions réglementaires sur l'importation de voitures d'occasion, de telles restrictions pourraient être supprimées dans le futur, entraînant une concurrence accrue).

De façon générale, les parts de marché prépondérantes de CFAO sur certains de ses marchés pourraient être remises en cause par le renforcement général de la concurrence sur le continent africain. Dans l'activité Boissons de la division Industrie, Equipement et Services, la société des Brasseries du Congo bénéficie d'une forte position de marché liée au fait que ses deux brasseries de Brazzaville et de Pointe Noire sont les seules du pays. Un projet de brasserie concurrente a vu le jour en 2013 et pourrait conduire à ce qu'une nouvelle unité démarre sa production dans les prochains mois faisant ainsi perdre à la société des Brasseries du Congo sa position dominante sur le marché de la bière au Congo.

Il a été indiqué dans le document de référence 2012 du Groupe que les filiales de la division Eurapharma dans les Collectivités Territoriales d'Outre-Mer étaient depuis quelques temps concurrencées par l'offre de certains grossistes situés en métropole qui n'avaient pas le statut de grossistes-répartiteurs. Une évolution favorable de la législation a eu lieu depuis renforçant le rôle des grossistes-répartiteurs et faisant ainsi disparaître les ventes de ces grossistes à destination des pharmacies des Collectivités Territoriales d'Outre-Mer.

1.2.2.3 *Risques liés aux processus de fabrication*

Le Groupe fabrique certains produits dans ses installations de production, dont des boissons, des produits en plastique, des deux roues, et des produits pharmaceutiques. Bien que le Groupe ait une assurance qui couvre ces installations, dont une pour interruption des opérations, une perte de tout ou partie de ses installations du fait d'un accident, d'un incendie, d'une inondation, d'une explosion, de mouvements sociaux ou de guerre civile, de conditions climatiques ou d'autres catastrophes naturelles, ou de dommages causés à l'environnement du fait de ses activités industrielles, que ce soit sur le court ou le long terme, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, les résultats, la situation financière, et les perspectives du Groupe.

Des problèmes imprévus liés à l'équipement ou aux machines du Groupe, ou des pannes, pourraient entraîner des retards de production, des pertes de chiffre d'affaires et des coûts de réparation significatifs, ainsi que des accidents de travail pour ses employés. Toute interruption dans la capacité de production pourrait l'obliger à faire des dépenses d'équipement importantes afin de remédier à la situation. L'assurance pour interruption des opérations pourrait ne pas être suffisante pour contrebalancer les pertes de chiffre d'affaires ou les coûts accrus auxquels le Groupe pourrait avoir à faire face pendant l'interruption de ses opérations, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, ses résultats, sa situation financière, et ses perspectives.

Ainsi, d'importants problèmes d'alimentation en eau rencontrés au cours du premier semestre au Congo ont fortement perturbé la production des Brasseries du Congo, entraînant sur le premier semestre un volume de ventes plus faible qu'attendu. Ces difficultés soulignent l'importance de l'accès à l'eau dans le cycle de production des brasseries et les risques liés à d'éventuels dysfonctionnements dans cet accès. Elles semblent toutefois être résolues aujourd'hui, les conditions d'approvisionnement sur le réseau public étant améliorées et les Brasseries du Congo ayant engagé un plan d'augmentation de ses capacités de réserves en eau.

1.2.2.4 Risques liés à la stratégie de croissance externe et aux projets de développement

La stratégie du Groupe repose en partie sur la croissance externe, par le biais d'acquisitions. Le Groupe pourrait cependant ne pas être en mesure d'identifier des cibles attractives ou de conclure des transactions au moment opportun et dans des conditions satisfaisantes.

Des acquisitions peuvent comporter d'autres risques ou difficultés liés à la pénétration de marchés nouveaux pour le Groupe, à la perturbation des opérations du Groupe, à l'incapacité à conserver le personnel clé des entités acquises, à la dégradation des relations avec les fournisseurs ou les clients, ou à la mauvaise évaluation financière ou commerciale des entités acquises.

De plus, l'intégration d'entités nouvelles dans le Groupe pourrait entraîner des coûts substantiels, et détourner l'attention de la direction de la gestion des affaires courantes ou d'autres problèmes opérationnels ou financiers. Il en est de même des projets de développement que le Groupe aura décidé de lancer, notamment dans les secteurs de la grande distribution avec l'accord signé fin mai avec le groupe Carrefour et des projets concernant la distribution de biens de consommation courante. Ces projets, visant à apporter des relais de croissance et à renforcer les positions du Groupe en Afrique, comportent tous des risques dans leur exécution et pourraient également détourner l'attention de la direction de la gestion des autres activités.

1.2.3 Les variations des taux de change

Les variations des taux de change peuvent avoir des effets très importants sur les résultats du Groupe. Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euros.

Les ventes du Groupe en 2012 ont été effectuées en euros et en Franc pacifique (23.7%), en francs CFA (33.9%), et en d'autres devises locales (42.4%). Les ventes du Groupe au premier semestre 2013 ont été effectuées en euros et en Franc pacifique (23.2%), en francs CFA (34.6%), et en d'autres devises locales (42.1%).

Les achats au niveau du Groupe en 2012 ont été effectués en yen (31%), en dollars US (29%) et en euros (40%). Les achats au niveau du Groupe au premier semestre 2013 ont été effectués en yen (30%), en dollars US (27%) et en euros (43%). Les achats des divisions Eurapharma, CFAO Industries et CFAO Technologies sont principalement effectués en euros. En revanche, les achats de la division CFAO Automotive en 2012 ont été effectués en yen (36%), en dollars US (36%), et en euros (28%). Au premier semestre 2013, les achats de la division Automotive ont été effectués en yen (41%), en dollars US (37%) et en euros (23%).

Le tableau ci-dessous présente les taux de change moyens entre l'euro et le yen et entre l'euro et le dollar, pour les périodes 2011, 2012 et le premier semestre 2013.

	2011				2012				2013	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Yen japonais pour un euro	112.6	117.4	109.8	104.2	104.0	102.6	98.3	105.1	121.8	129.1
Dollar américain pour un euro	1.37	1.44	1.41	1.35	1.31	1.28	1.25	1.30	1.32	1.31

Source : Banque Centrale Européenne (BCE)

Au cours du premier semestre 2013, les parités moyennes de l'euro en yen et en dollar US ont été respectivement de 125.5 et 1.31, en hausse d'environ 23.4% et 3.1% par rapport aux parités moyennes du dernier semestre 2012, se traduisant à terme par une diminution du coût des achats du Groupe.

D'une manière générale, les variations de parités exposent le Groupe à plusieurs risques de change, notamment :

- La valeur de l'euro pourrait se déprécier entre la date où le Groupe passe une commande auprès d'un fournisseur en yen japonais, dollar américain ou une autre devise, et la date du règlement de la commande, si bien que le montant du paiement sera plus élevé en euros.

- Les devises locales dans lesquelles les ventes sont faites pourraient se déprécier contre les devises d'achats ou l'euro, nécessitant un montant plus élevé en devise locale pour couvrir le prix d'achat. Si le Groupe ne parvient pas à augmenter ses prix en devise locale pour couvrir ces fluctuations, ses taux de marge en seront affectés. Par ailleurs, toute augmentation de prix en devise locale pourrait entraîner une baisse des ventes, notamment dans les zones géographiques où l'élasticité de la demande aux prix est élevée.
- La valeur de l'euro pourrait se déprécier par rapport aux devises autres que l'euro dans lesquelles le Groupe s'est endetté, entraînant une augmentation dans l'équivalent en euros de l'endettement concerné, et un effet négatif sur les résultats du Groupe.

En revanche, si les tendances décrites ci-dessus s'inversent, il peut y avoir un effet positif.

Le Groupe prend différentes mesures pour couvrir, dans tous les cas où cela est possible, son exposition aux fluctuations des taux de change. Au moment de passer une commande en yen ou en dollar auprès d'un constructeur, le Groupe met en place des couvertures d'achat à terme pour convertir ces montants en euros. Cependant, le Groupe n'est pas en mesure de mettre en place cette couverture dans certains pays ou zones géographiques, notamment en Algérie, dans toute la zone d'Afrique subsaharienne anglophone (à l'exception du Kenya et du Nigéria depuis décembre 2010), la République Démocratique du Congo (RDC), la Gambie, la Guinée Conakry et le Vietnam. Le Groupe ne pouvant pas éliminer entièrement l'exposition aux fluctuations de taux de change, son chiffre d'affaires, son taux de marge brute, ainsi que ses résultats sont exposés à ces fluctuations, et notamment à la parité yen/euro et dollar/euro ainsi qu'aux parités dollar, euro et yen contre les autres devises dans lesquelles les ventes du Groupe sont libellées. De manière générale, l'appréciation du yen ou du dollar contre l'euro ou une devise locale aura tendance à augmenter le coût des ventes et à réduire la marge brute du Groupe si le Groupe n'arrive pas, pour des raisons de concurrence ou autre, à augmenter ses prix pour couvrir entièrement l'augmentation du coût des ventes. Une dépréciation du yen ou du dollar aura la tendance inverse. La pression sur les marges est amplifiée dans les activités ou les pays dans lesquels la concurrence est forte.

Dans un contexte de parités moins favorable, le Groupe tentera d'obtenir de meilleures conditions financières de la part de ses principaux fournisseurs de manière à réduire l'impact des parités sur sa marge brute.

Compte tenu de la politique de couverture systématique des engagements de commandes de véhicules payés en devises et des délais de paiement, l'impact d'une modification des parités de devises d'achats sur la marge brute ne se produit que plusieurs mois après cette modification.

1.3 Analyse de la performance financière du groupe au premier semestre 2013

1.3.1 Comparaison des résultats du Groupe des premiers semestres 2012 et 2013

Le tableau ci-après présente le compte de résultat consolidé du Groupe pour les premiers semestres 2012 et 2013, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé pour les périodes considérées.

	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2013		Variation
	(en millions d'euros)	% du CA	(en millions d'euros)	% du CA	
Chiffre d'affaires	1,743.1	100.0%	1,826.7	100.0%	+4.8%
Coût des ventes	(1,354.3)	-77.7%	(1,423.2)	-77.9%	+5.1%
Marge brute	388.8	22.3%	403.6	22.1%	+3.8%
Charges de personnel	(122.5)	-7.0%	(134.7)	-7.3%	+10.0%
Autres produits et charges opérationnels courants	(121.4)	-7.0%	(132.7)	-7.3%	+9.3%
Résultat opérationnel courant	144.9	8.3%	136.1	7.5%	-6.1%
Autres produits et charges opérationnels non courants	1.4	0.1%	(0.2)	-0.1%	-
Résultat opérationnel	146.4	8.4%	135.9	7.4%	-7.1%
Charges financières (nettes)	(18.8)	-1.1%	(18.2)	-1.0%	-2.8%
Résultat avant impôt	127.6	7.3%	117.7	6.4%	-7.8%
Impôt sur le résultat	(37.5)	-2.2%	(40.7)	-2.2%	+8.7%
<i>Taux effectif global d'imposition</i>	29.4%		34.6%		+5.2pts
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	0.6	-	0.5	-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	90.8	5.2%	77.5	4.2%	-14.6%
Participations ne donnant pas le contrôle	27.3	1.6%	22.9	1.3%	-16.1%
Résultat net – part du Groupe	63.5	3.6%	54.6	3.0%	-14.0%

1.3.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2013 s'est élevé à 1,826.7 millions d'euros contre 1,743.1 millions d'euros pour la même période en 2012, en hausse de +4.8%. Les principales variations de périmètre intervenues au premier semestre 2013 sont relatives aux récentes acquisitions réalisées par la division Eurapharma, parmi lesquelles celles de Missionpharma (Danemark) et d'Assene Laborex (Nigeria). L'impact net sur le chiffre d'affaires a été de +60.8 millions d'euros sur le premier semestre.

L'impact des parités de change sur la conversion du chiffre d'affaires a été défavorable. Il a représenté -15.5 millions d'euros sur le premier semestre 2013.

En base comparable (c'est-à-dire à périmètre et changes constants), le chiffre d'affaires progresse de +2.1% au premier semestre 2013.

Le tableau ci-dessous montre la répartition du chiffre d'affaires par division pour les premiers semestres 2012 et 2013.

	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2013		Variation en valeurs réelles	Variation en valeurs comparables
	(en millions d'euros)	% du CA	(en millions d'euros)	% du CA		
CFAO Automotive	1,079.3	62.0%	1,052.2	57.6%	-2.5%	-1.6%
Eurapharma	460.2	26.4%	549.3	30.1%	+19.4%	+6.6%
CFAO Industries, Equipement et Services	203.6	11.6%	225.1	12.3%	+10.6%	+10.3%
Total	1,743.1	100.0%	1,826.7	100.0%	+4.8%	+2.1%

Le tableau ci-dessous montre la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique pour les premiers semestres 2012 et 2013.

	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2013		Variation en valeurs réelles	Variation en valeurs comparables
	(en millions d'euros)	% du CA	(en millions d'euros)	% du CA		
Afrique subsaharienne francophone	659.5	37.8%	713.3	39.0%	+8.2%	+8.3%
Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer et Autres	355.3	20.2%	370.1	20.3%	+4.2%	+3.1%
Maghreb	402.1	23.2%	372.5	20.4%	-7.4%	-6.7%
Afrique subsaharienne anglophone et lusophone	242.9	13.9%	256.0	14.0%	+5.4%	+2.9%
France (export)	83.3	4.8%	114.9	6.3%	+36.9%	-9.4%
Total	1,743.1	100.0%	1,826.7	100.0%	+4.8%	+2.1%

L'évolution des ventes de véhicules neufs par zone géographique et en unités aux premiers semestres 2012 et 2013 a été la suivante :

Volumes de véhicules neufs CFAO (en unités)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013	Variation S1 2013/S1 2012
Afrique subsaharienne francophone	8,840	9,091	+3%
Afrique subsaharienne anglophone	6,777	6,390	-6%
Algérie et Maroc	27,064	20,588	-24%
Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer et Vietnam	5,175	5,221	+1%
Total	47,853	41,290	-14%

Les volumes sont particulièrement faibles au Maghreb (en baisse de -27% en Algérie et de -8% au Maroc) et en Afrique subsaharienne anglophone (Nigeria, Ile Maurice, Tanzanie et Zambie).

L'évolution du chiffre d'affaires de la division CFAO Automotive par zone géographique aux premiers semestres 2012 et 2013 a été la suivante :

CFAO Automotive (en M€)	1^{er} semestre 2012	1^{er} semestre 2013	Variation S1 2013/ S1 2012
Afrique subsaharienne francophone	320.1	341.3	+6.6%
Afrique subsaharienne anglophone	182.1	179.3	-1.5%
Algérie et Maroc	363.4	322.9	-11.1%
Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer et Vietnam	184.1	188.2	+2.2%
France (export)	29.6	20.6	-30.3%
Total	1,079.3	1,052.2	-2.5%

Au cours du premier semestre 2013, le chiffre d'affaires de la **division CFAO Automotive** s'établit à 1,052.2 millions d'euros, en baisse de -2.5%.

L'activité a été particulièrement faible en Algérie en raison de la forte concurrence des constructeurs automobiles français. Après deux années de croissance exceptionnelle, les volumes ont diminué de -27%. L'augmentation des prix et un « mix » de produits favorable ont permis de limiter la baisse des ventes à -11.5% dans le pays. L'impact sur la performance de l'ensemble de la division reste néanmoins significatif.

En Afrique subsaharienne francophone, la croissance des ventes de la division a atteint 6.6%. Si les ventes continuent de progresser au Sénégal, au Cameroun et en République démocratique du Congo, en revanche, l'activité marque le pas en Côte d'Ivoire.

Les ventes affichent une baisse de -1.5% en Afrique subsaharienne anglophone avec de nouveau de faibles performances au Nigeria, et un chiffre d'affaires décevant en Zambie et en Tanzanie. Par ailleurs, les filiales au Kenya et au Ghana produisent de bons résultats pour ce premier trimestre.

Enfin, dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer, les ventes progressent de +2.2% sur les marchés stables.

L'évolution du chiffre d'affaires des activités de distribution de produits pharmaceutiques **Eurapharma** par zone géographique aux premiers semestres 2012 et 2013 a été la suivante :

Eurapharma (en M€)	1^{er} semestre 2012	1^{er} semestre 2013	Variation S1 2013/ S1 2012
Afrique subsaharienne francophone	182.3	195.6	+7.3%
Afrique subsaharienne anglophone	28.9	41.8	+44.7%
Algérie	33.5	43.4	+29.4%
Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer	168.4	179.1	+6.3%
France (export)	47.1	89.4	+89.8%
Total	460.2	549.3	+19.4%

Le chiffre d'affaires des activités de distribution de produits pharmaceutiques **Eurapharma** continue de progresser de manière soutenue sur le premier semestre 2013, porté par la contribution de Missionpharma et Assene Laborex. En comparable, la croissance atteint 6.6%.

Les ventes en Afrique francophone sont en croissance de +7.3%, tirées par la bonne performance au Congo, au Gabon et au Mali.

Dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-Mer, la progression atteint +6.3% au premier semestre 2013 grâce à un meilleur deuxième trimestre.

Enfin, l'activité pre-wholesale en Algérie a été particulièrement dynamique sur la période.

Les activités **CFAO Industries, Equipement et Services** ont réalisé un chiffre d'affaires de 225.1 millions d'euros au premier semestre 2013 en progression de +10.6% par rapport à l'an dernier et +10.3% en comparable.

Les ventes de l'activité CFAO Industries (boissons et produits plastiques) sont en croissance de +5.8%, tirées notamment par les ventes de produits plastiques.

Les activités CFAO Equipement et Location affichent des croissances respectives de +24.4% et +11.9%.

Après avoir enregistré une faible performance au premier trimestre, les ventes de l'activité CFAO Technologies se redressent, de telle sorte que le chiffre d'affaires de la division augmente de +6.4% sur le premier semestre 2013.

1.3.3 Marge brute

La marge brute du Groupe s'est établie à 403.6 millions d'euros au premier semestre 2013, en progression de +3.8% par rapport à la même période de l'année précédente. Le taux de marge brute du Groupe a légèrement diminué à 22.1% au premier semestre 2013 contre 22.3% au premier semestre 2012.

Dans la division CFAO Automotive, ce taux est en légère baisse par rapport à la même période de l'an dernier, notamment dans les deux pays du Maghreb. Le cours moyen du yen de la période au cours de laquelle les couvertures de change des achats des véhicules vendus au cours de ce semestre ont été mises en place a été moins favorable que l'an dernier, renchérissant ainsi le coût des véhicules vendus. Ce ne sera plus le cas au second semestre.

Le taux de marge brute de la division Eurapharma est en hausse grâce à un « mix » d'activités favorable résultant de l'intégration de Missionpharma, dont le taux de marge brute est plus élevé.

1.3.4 Charges de personnel

Les charges de personnel se sont élevées à 134.7 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 122.5 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une hausse de 10.0%. Cette hausse s'explique principalement par la forte progression de la division Eurapharma et la montée en puissance des nouvelles activités CFAO Equipement et Location.

Ces charges représentent 7.3% du chiffre d'affaires du premier semestre 2013, contre 7.0% au premier semestre 2012.

1.3.5 Autres produits et charges opérationnels courants

Les autres produits et charges opérationnels courants se sont élevés à 132.7 millions d'euros au premier semestre 2013, contre 121.4 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une hausse de +9.3%.

En pourcentage du chiffre d'affaires, ce poste est également passé de 7.0% au premier semestre 2012 à 7.3% au premier semestre 2013.

En base comparable, hors autres variations du périmètre de consolidation, les charges opérationnelles (y compris les charges de personnel) augmentent de +4.7%.

1.3.6 Résultat opérationnel courant du Groupe

Le résultat opérationnel courant diminue de -6.1% et atteint 136.1 millions d'euros, représentant un taux de rentabilité opérationnelle courante de 7.5%, en baisse de -0.8 point par rapport à la même période de l'an dernier.

La répartition du résultat opérationnel courant par division est la suivante :

	1 ^{er} semestre 2012		1 ^{er} semestre 2013	
	(en millions d'euros)	% du CA	(en millions d'euros)	% du CA
<i>CFAO Automotive</i>	86.0	8.0%	70.3	6.7%
<i>Eurapharma</i>	39.8	8.7%	45.7	8.3%
<i>CFAO Industries, Equipement et Services</i>	35.1	17.2%	38.0	16.9%
<i>CFAO Holding</i>	(16.0)	-	(17.8)	-
Total	144.9	8.3%	136.1	7.5%

Le taux de résultat opérationnel courant de la division CFAO Automotive diminue de -1.3 point pour s'établir à 6.7%. Il résulte à la fois d'une baisse des volumes, d'une parité yen/euro toujours très défavorable, ainsi que d'une faible rentabilité dans les pays du Maghreb au cours du premier semestre 2013.

La division Eurapharma continue d'afficher un taux élevé de marge opérationnelle courante, à 8.3%.

Enfin, le résultat opérationnel courant de la division CFAO Industries, Equipement et Services est en légère baisse en raison, d'une part, de la forte progression des activités CFAO Equipement et Location, et d'autre part d'une marge plus faible.

1.3.7 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel ressort à 135.9 millions d'euros, soit 7.4% du chiffre d'affaires, en baisse de -7.1% par rapport à l'an dernier et de -1.0 point en pourcentage des ventes.

1.3.8 Charges financières nettes

La répartition des charges financières nettes du Groupe sur les premiers semestres 2012 et 2013 est la suivante :

en millions d'euros	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2013
Coût de l'endettement financier net	(16.1)	(17.2)
Autres produits et charges financiers	(2.7)	(1.0)
Charges financières nettes	(18.8)	(18.2)

Le coût net de l'endettement financier augmente de 1.1 million d'euros sur le semestre, à 17.2 millions d'euros, en raison d'une hausse significative de l'endettement moyen au cours du semestre. Cette hausse est principalement due au besoin en fonds de roulement.

1.3.9 Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices intègre la charge d'impôt payée ou provisionnée pour la période concernée ainsi que les éventuels redressements fiscaux payés ou provisionnés sur la période concernée.

Au premier semestre 2013, le Groupe a enregistré une charge d'impôt sur les sociétés de 40.7 millions d'euros, contre 37.5 millions d'euros au premier semestre 2012. Le taux effectif global d'imposition ressort à 34.6% au premier semestre 2013, une hausse qui s'explique en partie par une utilisation en 2012 de déficits reportables.

1.3.10 Résultat net

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevée à 0.5 million d'euros au premier semestre 2013 contre 0.6 million d'euros au premier semestre 2012.

Les participations ne donnant pas le contrôle se sont établies à 22.9 millions d'euros (soit 29.5% du résultat net de l'ensemble consolidé) en baisse de - 16.1%. Cette diminution reflète principalement la baisse des résultats des opérations en partenariat dans les activités CFAO Automotive au Maghreb.

En conséquence, le résultat net – part du Groupe atteint 54.6 millions d'euros au premier semestre 2013 contre 63.5 millions d'euros au premier semestre 2012, soit une baisse de - 14.0%.

Le résultat net par action atteint 0.89 euro au premier semestre 2013 contre 1.03 euro pour le premier semestre 2012.

1.3.11 Endettement financier net et investissements

Le besoin en fonds de roulement progresse fortement au cours du semestre, entraînant un cash flow libre opérationnel négatif de 68.3 millions d'euros. La forte croissance observée au cours du premier semestre s'explique principalement par le niveau élevé des stocks, en raison du ralentissement de l'activité, ainsi que par l'augmentation des créances clients conjuguée à une diminution des dettes fournisseurs.

Les principaux investissements d'exploitation du semestre ont porté sur les Brasseries du Congo (12.8 millions d'euros), sur les filiales de la division Eurapharma (4.9 millions d'euros) et pour la division CFAO Automotive sur la rénovation ou la construction de nouveaux showrooms (7.4 millions d'euros).

L'endettement financier net au 30 juin 2013 s'élève à 540.2 millions d'euros, en hausse de 163.2 millions d'euros par rapport à fin 2012. Les principaux éléments ayant impacté l'endettement financier net sont : l'évolution du besoin en fonds de roulement et la distribution aux actionnaires de CFAO d'un dividende de 0.90 euro par action le 24 juin 2013, soit un montant total de 55.4 millions d'euros.

Le ratio d'endettement financier net / capitaux propres est de 0.66 à fin juin 2013 contre 0.46 à fin décembre 2012.

Le ratio d'endettement financier net / EBITDA (*) est de 1.63 à fin juin 2013 contre 1.09 à fin décembre 2012.

Au 30 juin 2013, la ligne de crédit syndiqué de 300 millions d'euros mise en place en 2009 est utilisée à hauteur de 150 millions d'euros. Les covenants relatifs à cette ligne de crédit ont été respectés à fin juin 2013 et CFAO considère peu probable qu'ils ne soient plus respectés à fin décembre 2013.

(*) calculé sur la base de deux fois l'EBITDA du premier semestre

1.4 Parties liées

Des accords conclus avec des parties liées à CFAO ont été identifiés dans le Document de référence de CFAO pour 2012, dans le chapitre 19 « Opérations avec des apparentés ».

Au cours du premier semestre 2013, il n'y a eu ni transactions avec des parties liées à CFAO qui ont influé significativement sur la situation financière ou les résultats de CFAO (à l'exception de celles mentionnées au présent paragraphe), ni modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le Document de référence de CFAO ci-dessus visé. Les autres informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés figurant dans le présent rapport.

1.5 Evénements importants survenus au cours du 1^{er} semestre 2013

- CFAO a initié une **stratégie de développement ambitieuse dans le secteur de la grande distribution** en Afrique subsaharienne (galeries marchandes, hypermarchés, supermarchés). Il s'agit de la première décision stratégique importante prise par CFAO avec le soutien actif de son nouvel actionnaire de référence TTC. L'accord conclu entre CFAO et Carrefour fin mai 2013 pour développer l'enseigne dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale (Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Ghana, Nigeria, Sénégal) constitue la pierre angulaire d'un projet plus vaste de CFAO consistant à développer un réseau de galeries marchandes adaptées aux besoins des consommateurs africains et organisées autour d'un pôle d'attraction dans la distribution alimentaire.
- En mai, CFAO a conclu avec **Pernod Ricard**, co-leader mondial du secteur des Vins & Spiritueux, un **accord de distribution au Nigeria**, pour une durée de sept ans. Avec 160 millions d'habitants, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique et enregistre une forte croissance de la consommation. La distribution de la gamme Pernod Ricard se fera sur un certain nombre de villes-clés avant d'être étendue à l'ensemble du territoire. Cet accord permet à CFAO de franchir une nouvelle étape de son développement dans le domaine des biens de grande consommation en Afrique. Par ailleurs, le Groupe est actuellement en pleine discussion avec plusieurs marques internationales du secteur des biens de consommation courante en vue de conclure de nouveaux partenariats de distribution.
- Deux partenaires automobiles de CFAO dont le **groupe Renault Nissan** ont officiellement informé la société de leur décision de ne pas renouveler certains contrats de distribution du fait de l'arrivée de TTC au capital de CFAO fin 2012. Selon le pays et la marque, cette décision sera progressivement effective dès 2014. La vente de véhicules dans le cadre des accords annulés ou non renouvelés a généré en 2012 un chiffre d'affaires représentant environ 6% du chiffre d'affaires total de CFAO et 4% de sa marge brute totale. Dans le même temps, CFAO est parvenu à renouveler deux accords de distribution avec un constructeur automobile qui avait résilié ses contrats à l'origine.

1.6 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif postérieur à la clôture n'est à signaler.

1.7 Perspectives

Concernant l'ensemble du Groupe, au vu des tendances des activités observées depuis le début de l'année, CFAO ne souhaite pas confirmer les indications données pour 2013 résultant des objectifs à moyen terme annoncés lors de l'introduction en bourse fin 2009 et suivis régulièrement depuis dans les documents de référence 2010, 2011 et 2012 (chapitre 12 Informations sur les tendances et les objectifs), en particulier la réalisation d'une croissance du chiffre d'affaires de +5.4% et d'une marge opérationnelle courante d'environ 8.0%.

Les indications relatives aux divisions du Groupe au cours du second semestre 2013 sont les suivantes ;

Concernant la division **Automotive**, et suite à la reconfiguration de son portefeuille de marques mentionnée plus haut, CFAO a réaffirmé sa stratégie de distribution multimarques et sa volonté de poursuivre le développement de sa division, notamment en Afrique de l'Est. A cette fin, le Groupe étudie de nouveaux partenariats potentiels dans cette région, ainsi que de nouvelles acquisitions en Afrique.

Le niveau plus favorable du yen, qui représente toujours la principale devise d'achat de la division CFAO Automotive, pourrait impacter positivement la marge brute de la division au second semestre 2013.

La croissance des ventes réalisées par **Eurapharma** au premier semestre 2013 devrait se poursuivre à un rythme soutenu, avec l'intégration progressive des développements récents.

Concernant la division **CFAO Industries, Equipement et Services**, le Groupe anticipe le maintien d'un bon rythme de croissance de l'ensemble des activités sur le second semestre 2013.

2. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2013

Dans le présent document, le terme « Société » renvoie à la société CFAO SA, société-mère du groupe CFAO. Le terme « Groupe » renvoie à la Société, ses filiales consolidées et ses participations minoritaires.

Les états financiers consolidés du Groupe pour les arrêts semestriels de juin 2012 et juin 2013 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ont été préparés conformément aux normes d'information financière internationales (International Financial Reporting Standards, « IFRS ») et aux interprétations de l'IFRIC telles qu'adoptées par l'Union Européenne et applicables au 30 juin 2013.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2013 ET AU 30 JUIN 2012

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Produits des activités ordinaires	4	1,826.7	1,743.1
Coût des ventes		(1,423.2)	(1,354.3)
Marge brute		403.6	388.8
Charges de personnel	5	(134.7)	(122.5)
Autres produits et charges opérationnels courants		(132.7)	(121.4)
Résultat opérationnel courant	4	136.1	144.9
Autres produits et charges opérationnels non courants	6	(0.2)	1.4
Résultat opérationnel		135.9	146.4
Coût de l'endettement financier net	7	(17.2)	(16.1)
Autres produits et charges financières	7	(1.0)	(2.7)
Résultat avant impôt		117.7	127.6
Impôt sur le résultat	8	(40.7)	(37.5)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0.5	0.6
Résultat net des activités poursuivies		77.5	90.8
dont Propriétaires de la société		54.6	63.5
dont Participations ne donnant pas le contrôle		22.9	27.3
Résultat net de l'ensemble consolidé		77.5	90.8
Résultat net Propriétaires de la société	9	54.6	63.5
Résultat net Participations ne donnant pas le contrôle	9	22.9	27.3
Résultat net part du Groupe		54.6	63.5
Résultat par action (en euros)	9	0.89	1.03
Résultat dilué par action (en euros)	9	0.88	1.03

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2013 ET AU 30 JUIN 2012

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012
Résultat net		77.5	90.8
Eléments recyclables en résultat :		0.5	0.3
Ecarts de conversion et autres		0.5	0.3
Eléments non recyclables en résultat :		0.0	0.0
Ecarts actuariels ⁽¹⁾		0.0	0.0
Autres Eléments du Résultat Global	10	0.5	0.3
Résultat global consolidé		78.1	91.1
dont Propriétaires de la société		55.2	63.4
dont Participations ne donnant pas le contrôle		22.9	27.7

⁽¹⁾ Net d'impôt

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2013 ET AU 30 JUIN 2012 ET L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2012

ACTIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Goodwill		200.3	151.1	200.1
Autres immobilisations incorporelles		30.6	34.6	31.3
Immobilisations corporelles		371.5	335.0	365.9
Participations dans les sociétés mises en équivalence		12.8	13.4	13.0
Actifs financiers non courants		53.8	47.1	50.8
Actifs d'impôts différés		24.6	25.5	24.9
Autres actifs non courants		0.9	0.1	1.2
Actif non courant		694.3	606.7	687.2
Stocks		1,001.9	943.8	1,037.1
Créances clients		563.7	473.5	488.1
Créances d'impôts exigibles		19.6	19.5	34.6
Autres actifs financiers courants		5.3	23.3	8.7
Autres actifs courants		188.4	179.0	169.3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	214.5	262.4	199.3
Actif courant		1,993.4	1,901.5	1,937.1
Total actif		2,687.7	2,508.2	2,624.3

PASSIF

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Capital social	11	10.3	10.3	10.3
Réserves de conversion		(24.1)	(17.8)	(42.6)
Titres d'autocontrôle		(1.9)	(3.1)	(1.3)
Autres réserves		623.0	569.4	639.6
Capitaux propres – Propriétaires de la société	11	607.3	558.8	605.9
Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle		205.5	193.7	213.0
Capitaux propres	11	812.8	752.5	818.9
Emprunts et dettes financières à long terme	13	214.0	99.7	149.8
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		35.8	28.2	35.5
Provisions		7.7	8.0	8.1
Passifs d'impôts différés		1.3	2.1	0.6
Passif non courant		258.8	138.1	194.0
Emprunts et dettes financières à court terme	13	540.8	452.4	426.5
Autres passifs financiers courants		21.9	29.3	27.5
Dettes fournisseurs		648.0	680.3	695.3
Provisions pour retraites et autres avantages similaires		1.8	1.5	1.3
Provisions		17.0	20.4	17.8
Dettes d'impôts exigibles		30.8	37.1	58.8
Autres passifs courants		355.9	396.7	384.0
Passif courant		1,616.2	1,617.6	1,611.4
Total passif		2,687.7	2,508.2	2,624.3

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES POUR LES SITUATIONS AU 30 JUIN 2013 ET AU 30 JUIN 2012 ET L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2012

(en millions d'euros)	Notes	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Résultat net		77.5	90.8	171.2
Dotations nettes courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant		29.8	26.9	54.9
Prix de cession parcs de location amendement IAS16		1.9	1.7	3.3
Autres produits et charges sans contrepartie en trésorerie		1.6	(1.4)	(6.7)
Capacité d'autofinancement		110.9	117.9	222.6
Charges et produits d'intérêts financiers		18.2	19.8	40.3
Dividendes reçus		(0.7)	(0.8)	(2.2)
Charge nette d'impôt exigible		42.0	39.0	78.9
Capacité d'autofinancement avant impôts, dividendes et intérêts		170.4	176.0	339.6
Variation du besoin en fonds de roulement		(148.4)	(102.5)	(164.7)
Impôts sur le résultat payés		(55.0)	(42.2)	(74.7)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(33.0)	31.3	100.1
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	18.1	(5.2)	(7.8)	(14.8)
Autres Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18.1	(31.1)	(25.6)	(79.5)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	18.1	1.1	1.1	4.7
<i>Total Investissements corporels</i>	<i>18.1</i>	<i>(35.2)</i>	<i>(32.3)</i>	<i>(89.6)</i>
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	18.2	(0.2)	(1.0)	(47.7)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	18.2	(0.0)	0.5	6.4
Acquisitions d'autres actifs financiers		(5.9)	(0.3)	(17.0)
Cessions d'autres actifs financiers		3.6	2.9	7.7
Intérêts et dividendes reçus		1.5	(0.7)	2.6
<i>Total Investissements financiers</i>		<i>(1.0)</i>	<i>1.4</i>	<i>(48.1)</i>
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement		(36.2)	(30.9)	(137.7)
Augmentation / Diminution de capital		0.1	0.0	0.9
Dividendes versés aux propriétaires de la société		(55.3)	(52.8)	(52.9)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(21.6)	(16.6)	(38.8)
Emission d'emprunts		92.6	12.0	56.0
Remboursement d'emprunts		(8.9)	(33.7)	(24.1)
Intérêts versés et assimilés		(18.5)	(20.0)	(40.4)
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement		(11.5)	(111.1)	(99.3)
Incidence des variations des cours de change		1.5	(5.8)	(0.3)
Incidence détention actions autocontrôle		(0.5)	0.9	2.7
Autres mouvements		0.0	(1.9)	(2.0)
Variation nette de la trésorerie		(79.8)	(117.6)	(136.6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture de l'exercice	18	(195.6)	(59.0)	(59.0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture de l'exercice	18	(275.4)	(176.6)	(195.6)

ETAT RESUME DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves de conversion et autres	Autres réserves et résultats nets – Propriétaires de la société	Capitaux propres		Totaux
					Propriétaires de la société	Participations ne donnant pas le contrôle	
Au 31 décembre 2011	61,370,560	10.3	(17.4)	555.0	547.8	191.2	739.1
Résultat global au 30 juin 2012			0.2	63.2	63.4	27.7	91.1
Augmentation / Diminution de capital						0.1	0.1
Titres d'autocontrôle	118,600 ⁽¹⁾			0.9	0.9		0.9
Valorisation des paiements fondés sur les actions				1.8	1.8		1.8
Dividendes distribués				(52.8)	(52.8)	(29.2)	(82.0)
Variations de périmètre			(0.5)	(1.8)	(2.3)	3.9	1.6
Au 30 juin 2012	61,407,260	10.3	(17.7)	566.2	558.8	193.7	752.5
Résultat global 2^{ème} semestre 2012			(7.6)	46.0	38.4	28.6	67.0
Augmentation / Diminution de capital						0.9	0.9
Titres d'autocontrôle	43,702 ⁽¹⁾			1.8	1.8		1.8
Valorisation des paiements fondés sur les actions				3.0	3.0		3.0
Dividendes distribués				(0.1)	(0.1)	(9.9)	(10.0)
Variations de périmètre			(17.3)	21.3	4.0	(0.3)	3.7
Au 31 décembre 2012	61,484,408	10.3	(42.5)	638.2	605.9	213.0	818.9
Résultat global au 30 juin 2013			0.6	54.4	55.0	23.1	78.1
Augmentation / Diminution de capital						(0.0)	(0.0)
Titres d'autocontrôle	68,182 ⁽¹⁾			(0.5)	(0.5)		(0.5)
Valorisation des paiements fondés sur les actions				2.6	2.6		2.6
Dividendes distribués				(55.8)	(55.8)	(30.2)	(86.0)
Variations de périmètre			17.9	(18.1)	0.2	(0.2)	(0.4)
Au 30 juin 2013	61,459,928	10.3	(24.0)	621.0	607.3	205.5	812.8

⁽¹⁾ dans le cadre du contrat de liquidité et des rachats d'actions pour plans AGA

Notes annexes résumées aux états financiers consolidés

Note 1	<i>Généralités</i>	23
Note 2	<i>Principes et méthodes comptables</i>	23
Note 3	<i>Périmètre de consolidation</i>	25
Note 4	<i>Secteurs opérationnels</i>	25
Note 5	<i>Paieement sur la base d'actions</i>	27
Note 6	<i>Autres produits et charges opérationnels non courants</i>	29
Note 7	<i>Produits et Charges financiers</i>	30
Note 8	<i>Impôt</i>	30
Note 9	<i>Résultats par action</i>	30
Note 10	<i>Autres éléments du résultat global</i>	31
Note 11	<i>Capitaux propres</i>	32
Note 12	<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	32
Note 13	<i>Dettes financières brutes</i>	33
Note 14	<i>Endettement financier net</i>	34
Note 15	<i>Classification comptable et Valeur de marché des instruments financiers</i>	35
Note 16	<i>Exposition au risque de change</i>	36
Note 17	<i>Instruments dérivés en valeur de marché</i>	39
Note 18	<i>Tableau des flux de trésorerie</i>	40
Note 19	<i>Evolution des Passifs éventuels, engagements contractuels non comptabilisés et risques éventuels</i>	41
Note 20	<i>Parties liées ayant un contrôle sur le groupe</i>	41
Note 21	<i>Evénements postérieurs à la clôture</i>	41

NOTE 1 GENERALITES

Le groupe CFAO, composé de la société CFAO SA (la société) et ses filiales (collectivement CFAO Groupe ou « le Groupe ») est un leader de la distribution spécialisée dans ses métiers clés, la distribution automobile et pharmaceutique, en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-mer. CFAO est un acteur majeur de l'importation et de la distribution de véhicules automobiles, de l'importation et de la distribution de produits pharmaceutiques et des prestations de services logistiques y afférentes, de certaines activités industrielles, et de certains services technologiques en Afrique et dans les Collectivités Territoriales Françaises d'Outre-mer.

Le groupe est aujourd'hui présent en France, dans 31 pays d'Afrique, dans 7 collectivités territoriales d'Outre-mer, au Vietnam et à l'île Maurice.

CFAO, société-mère du Groupe, est une société anonyme de droit français à conseil de surveillance et directoire, dont le siège social est 18, rue Troyon 92310 Sèvres, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 056 152 R.C.S. NANTERRE. CFAO SA est soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

Le Groupe a établi ses premiers états financiers consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2008.

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 du Groupe CFAO ont été arrêtés par le directoire le 18 juillet 2013 et sont présentés en euros.

NOTE 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Principes généraux et déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés du Groupe CFAO au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire à cette date. Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) et les interprétations de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2013 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – *Information financière intermédiaire*, telle qu'adoptée par l'Union européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice 2012.

Référentiel IFRS appliqué

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le groupe aux états financiers 2012, à l'exception de l'impôt sur le résultat et des avantages au personnel, qui font l'objet de méthodes d'évaluation spécifiques (note 2.1).

Les normes, amendements et interprétations applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, 2014 et 2015 sont les suivants :

- la norme IFRS 9, qui redéfinit les règles de classification et d'évaluation des actifs financiers en fonction de la gestion de ces instruments financiers (business model) et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachées à ces actifs.
- les normes IFRS 10, IFRS11 et IFRS 12 sur la consolidation, redéfinissant la notion de contrôle exercé sur une entité, supprimant la possibilité d'utiliser l'intégration proportionnelle pour la consolidation des entités sous contrôle conjoint, seule la méthode de consolidation par mise en équivalence étant admise, et complétant les informations requises dans l'annexe aux comptes consolidés.
- la norme IFRS 13, qui définit les règles de détermination de la juste valeur et les informations à fournir en annexe, lorsque celle-ci est utilisée ;

- les amendements de la norme IAS 19 relative aux engagements en matière d'avantages au personnel, prévoyant la reconnaissance immédiate des écarts actuariels en capitaux propres, et le calcul du rendement des actifs financiers selon le taux d'actualisation utilisé pour valoriser l'engagement, et non selon le taux de rendement attendu.

Selon les analyses réalisées par le groupe, la norme IFRS13 et les amendements à IAS19 applicables en 2013, ainsi que l'application des normes IFRS10,11,12 à compter de 2014 ne génèrent ni ne généreront d'impacts significatifs sur les comptes consolidés du Groupe. IFRS 9 n'a pas encore été adoptée par l'Union Européenne.

2.1. Particularités propres à l'établissement des états financiers intermédiaires

2.1.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période (exigible et différée) est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour la période, pour chaque entité.

2.1.2. Avantages du personnel

Sauf événement particulier au cours de la période, il n'est procédé à aucune évaluation actuarielle pour l'élaboration des comptes semestriels. La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette calculée pour l'exercice 2013, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2012.

2.1.3. Saisonnalité de l'activité

Quelles que soient les divisions du groupe, le degré de saisonnalité de l'activité n'est pas significatif.

2.2. Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes. La direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Les principales estimations faites par la direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et goodwill, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que les hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel, des impôts différés et des dérivés. Le Groupe utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers et notamment dans les notes suivantes :

- Note 5 – Paiement sur la base d'actions ;
- Note 15 – Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers ;
- Note 16 – Exposition aux risques de change ;

Pour les tests de dépréciation d'actifs non financiers, les Unités Génératrices de Trésorerie retenues correspondent aux divisions retenues dans le découpage des secteurs opérationnels (voir note 4)

Suite à la constatation d'un indice de perte de valeur : non renouvellement de certains contrats sur la division Automotive, un test d'impairment au 30 juin a été réalisé sur la base d'un business plan ajusté. Le résultat du test n'appelle pas à déprécier le goodwill.

NOTE 3 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Depuis le 30 juin 2012, les variations de périmètre suivantes sont intervenues :

- La division Eurapharma a acquis le 14 juillet 2012, 60% de la société Assene-Laborex, société d'importation, de distribution et de promotion pharmaceutique au Nigéria. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 13.4 millions d'euros et un résultat net de 0.7 millions d'euros à fin juin 2013. Cette société a réalisé 8.2 millions d'euros de chiffre d'affaires et 0.7 millions d'euros de résultat net en 2012 dans les comptes de CFAO.
- La division Eurapharma de CFAO a également acquis, le 18 juillet 2012, 75% des titres de la société Missionpharma dont le siège social est au Danemark. Cette société, leader mondial en matière de kits de santé et disposant d'une compétence forte en matière de médicaments génériques, permettra à Eurapharma de se développer sur les marchés des clients publics et semi-publics, ONG et fondations. Cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 39.5 millions d'euros et un résultat net de 3.0 millions d'euros à fin juin 2013. Cette société a réalisé 25.0 millions d'euros de chiffre d'affaires et 2.6 millions d'euros de résultat net en 2012 dans les comptes de CFAO.

Les autres variations du périmètre de consolidation du Groupe n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

NOTE 4 SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à la norme IFRS 8 – *Secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le Président ou les membres du Directoire, qui forment le principal organe de décision opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel au sens de la norme IFRS 8 est une composante du Groupe engagée dans des activités susceptibles de générer des revenus et d'encourir des dépenses, dont les résultats opérationnels sont régulièrement revus par l'organe de décision opérationnel et pour laquelle une information distincte est disponible.

Chaque secteur opérationnel fait l'objet d'un suivi individuel en termes de reporting interne, selon des indicateurs de performance communs à l'ensemble des secteurs.

Les secteurs présentés au titre de l'information sectorielle sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires.

La division Industries Equipement et Services inclut les 4 activités suivantes :

- Industries : 2 brasseries au Congo en partenariat avec Heineken et 4 usines de production de produits plastiques,
- Technologies : activités recentrées en 2012 sur les produits et solutions informatiques,
- Equipement : distribution de groupes électrogènes et d'ascenseurs, développement de l'activité vente, installation et maintenance d'engins de chantiers et agricoles.
- Location en support au développement des activités Equipement et Automotive

Outre cette division, l'information sectorielle se compose également de deux autres divisions opérationnelles : Automotive et Eurapharma.

La division Holdings et autres regroupe principalement les coûts du siège de Sèvres avec tous les services transversaux non affectés aux divisions opérationnelles.

Aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué depuis les comptes annuels 2012.

Les données de gestion utilisées pour évaluer la performance d'un secteur sont établies conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

La mesure de la performance de chaque secteur opérationnel, utilisée par le principal décideur opérationnel, est basée sur le résultat opérationnel courant.

4.1 Informations par division

(en millions d'euros)	CFAO Automotive	Eurapharma	CFAO Industrie, Equipements & Services	Holdings & Autres	Eliminations	Total
Au 30 juin 2013						
Produits des activités ordinaires	1,107.9	549.4	250.6		(81.2)	1,826.7
– hors groupe	1,052.2	549.3	225.3	0.1		1,826.7
– groupe	55.7	0.1	25.5	(0.1)		81.2
Résultat opérationnel courant	70.3	45.7	38.0	(17.8)		136.1
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	10.4	4.3	14.6	0.5	(0.0)	29.8
Prix de cession des parcs de location	0.2		1.7		(0.0)	1.9
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	0.4	0.4	(1.8)	2.7	0.0	1.7
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	0.6		3.8		0.8	5.2
Autres Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	7.4	5.0	19.1	0.5	(0.8)	31.1
Actifs sectoriels	1,322.1	619.2	408.8	7.1	(0.0)	2,357.2
Passifs sectoriels	580.4	283.9	114.3	25.3	(0.0)	1,003.9
Au 30 juin 2012						
Produits des activités ordinaires	1,129.4	460.2	230.1		(76.5)	1,743.1
– hors groupe	1,079.3	460.2	203.6	0.0		1,743.1
– groupe	50.1		26.5	(0.0)		76.5
Résultat opérationnel courant	86.0	39.8	35.1	(16.0)		144.9
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	11.0	3.3	12.2	0.3	(0.0)	26.9
Prix de cession des parcs de location	0.7		0.9		(0.0)	1.7
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(1.6)	0.3	0.5	1.0	(0.0)	0.2
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	0.6		7.2		0.0	7.8
Autres Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	11.0	3.5	9.7	1.5	(0.0)	25.6
Actifs sectoriels	1,300.3	479.4	353.3	(15.9)	(0.0)	2,117.1
Passifs sectoriels	728.4	239.4	101.3	8.2	(0.3)	1,077.0
31 décembre 2012						
Produits des activités ordinaires	2,294.0	969.3	479.3		(157.5)	3,585.2
– hors groupe	2,188.2	969.2	427.6	0.2		3,585.2
– groupe	105.8	0.2	51.7	(0.2)		157.5
Résultat opérationnel courant	161.3	84.0	78.3	(33.3)		290.3
Dotations courantes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant	21.0	7.7	25.5	0.7		54.9
Prix de cession des parcs de location	1.2		2.1		(0.0)	3.3
Autres produits et charges opérationnelles courantes sans contrepartie en trésorerie	(5.4)	(2.0)	(3.6)	4.3		(6.7)
Acquisitions parcs de location amendement IAS16	1.1		13.6		0.1	14.8
Autres Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles brutes	34.9	11.5	31.1	2.2	(0.1)	79.5
Actifs sectoriels	1,339.2	581.8	388.9	(16.9)		2,293.0
Passifs sectoriels	673.3	265.9	123.5	16.6		1,079.3

4.2 Informations par zone géographique

Les informations sont présentées par zone géographique sur la base de la localisation géographique des clients pour les produits des activités ordinaires et sur la base de l'implantation géographique des actifs pour les actifs sectoriels non courants à l'exception de la zone France – Export qui correspond aux ventes export à des clients externes au groupe CFAO.

(en millions d'euros)	Afrique Subsaharienne Francophone	Afrique Subsaharienne Anglophone	Collectivités territoriales d'outre-mer et autres	Maghreb	France – Export	Total
Au 30 juin 2013						
Produits des activités ordinaires	713.3	256.0	370.1	372.5	114.9	1,826.7
Actifs sectoriels non courants	254.8	71.5	94.1	91.0	91.7	603.2
Au 30 juin 2012						
Produits des activités ordinaires	659.5	243.0	355.3	402.1	83.3	1,743.1
Actifs sectoriels non courants	231.6	62.4	86.5	93.3	47.0	520.8
31 décembre 2012						
Produits des activités ordinaires	1,357.9	505.6	717.2	809.3	195.1	3,585.2
Actifs sectoriels non courants	248.4	70.5	95.5	92.0	92.2	598.5

(en millions d'euros)	Algérie	Congo	Réunion	Cameroun	Antilles	Côte d'Ivoire
Au 30 juin 2013						
Produits des activités ordinaires	290.3	146.0	124.6	117.0	111.1	91.7
en % du total	15.9%	8.0%	6.8%	6.4%	6.1%	5.0%
Actifs sectoriels non courants	39.5	136.4	22.9	20.4	11.0	17.8
en % du total	6.5%	22.6%	3.8%	3.4%	1.8%	2.9%
Au 30 juin 2012						
Produits des activités ordinaires	310.6	137.5	120.6	113.1	105.2	93.5
en % du total	17.8%	7.9%	6.9%	6.5%	6.0%	5.4%
Actifs sectoriels non courants	39.8	120.3	19.8	19.2	12.9	16.2
en % du total	7.6%	23.1%	3.8%	3.7%	2.5%	3.1%
31 décembre 2012						
Produits des activités ordinaires	642.2	284.1	240.2	217.0	209.6	188.2
en % du total	17.9%	7.9%	6.7%	6.1%	5.8%	5.2%
Actifs sectoriels non courants	39.7	130.3	23.4	21.3	11.3	16.2
en % du total	6.6%	21.8%	3.9%	3.6%	1.9%	2.7%

Les chiffres de la société Actidis, société de Promotion pharmaceutique opérant uniquement à destination des Antilles au préalable intégrés à France-Export dans la mesure où l'entrepôt principal est en France ont été reclassés dans la zone Collectivités territoriales d'Outre-mer et autres.

NOTE 5 PAIEMENT SUR LA BASE D' ACTIONS

Le groupe CFAO a octroyé à certains membres du personnel, des options de souscription d'actions de la société CFAO le 4 janvier 2010 et des actions gratuites le 3 décembre 2010, le 18 juillet 2011 et le 06 juillet 2012.

Le groupe comptabilise son engagement au fur et à mesure des services rendus par les bénéficiaires, de la date d'attribution jusqu'à la date d'acquisition des droits. La date d'attribution correspond à la date à laquelle les plans ont été approuvés par le Directoire et communiqués aux intéressés.

Pour les bénéficiaires, les droits acquis ne peuvent être exercés qu'à l'issue d'une période de blocage dont la durée varie selon les plans.

Les caractéristiques des plans figurent dans le tableau ci-dessous :

Plan de stock-options et actions gratuites	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2011	Plan 2012
	Options de souscription	Actions gratuites	Actions gratuites	Actions gratuites
Date d'attribution	04/01/2010	03/12/2010	18/07/2011	06/07/2012
Date d'expiration	04/01/2018	03/12/2014	18/07/2015	06/07/2016
Acquisition des droits	04/01/2014	03/12/2012	18/07/2013	06/07/2014
Nombre de bénéficiaires	239	600	606	604
Nombre attribué à l'origine	1,350,000	97,400	172,203	174,601
Nombre en circulation au 31/12/2012	939,187	84,900	163,477	174,601
Nombre annulé 2013	8,316	500	4,814	5,550
Nombre exercé en 2013	2,250		220	160
Nombre expiré en 2013				
Nombre en circulation au 30/06/2013	928,621	84,400	158,443	168,891
Nombre exerçable au 30/06/2013				
Prix d'exercice (en euros)	26.00	N/A	N/A	N/A
Juste valeur à la date d'attribution (en euros)	4.18	22.96	20.38	27.92
Prix moyen pondéré des options exercées (en euros)				

L'acquisition des options est soumise à condition de présence, et à conditions de performance. Les options sont acquises à hauteur de 25% par année complète de présence dans le Groupe. Les trois-quarts des options octroyées sont soumises à l'atteinte de conditions de performance liées à la rentabilité opérationnelle courante et au cash-flow libre opérationnel du groupe CFAO. Une des conditions n'a pas été respectée et ceci a entraîné l'annulation d'un quart des options.

L'acquisition des actions gratuites est soumise à condition de présence et à condition de performance. Cette dernière est une condition de performance du titre CFAO par rapport à son indice de référence le SBF120.

En cas de départ à la retraite (sous certaines conditions), de décès ou d'invalidité il y a acquisition de la totalité des droits. En cas de démission, de licenciement pour faute grave ou lourde, ou de révocation du mandat social, il y a perte de la totalité des droits sauf dérogation.

L'évaluation de la juste valeur des droits attribués aux bénéficiaires a été réalisée à la date d'attribution des plans.

Pour le plan d'options de souscription d'actions, à l'aide d'un modèle de type Black & Scholes à algorithme trinomial avec seuils d'exercice, tenant compte notamment du nombre d'options potentiellement exerçables à la fin de la période d'acquisition des droits.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites, à l'aide d'un modèle de type Black & Scholes à algorithme de Monte Carlo à deux sous-jacents.

Les seuils d'exercice ainsi que les probabilités d'exercice retenus comme hypothèses pour le plan de souscription d'actions sont les suivants :

Seuil en % du prix	Probabilité d'exercice
125%	15%
150%	20%
175%	20%
200%	20%

Les principales hypothèses d'évaluations sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Plan de stock-options et actions gratuites	Plan 2010	Plan 2010	Plan 2011	Plan 2012
	Options de souscription	Actions gratuites	Actions gratuites	Actions gratuites
Volatilité	35.00%	37.00%	34.00%	34.00%
Taux sans risque	3.35%	1.56%	1.92%	1.92%

La volatilité mentionnée est une volatilité synthétique basée sur la volatilité de compétiteurs comparables pour chaque division avec une pondération de l'activité des divisions.

Les dividendes retenus pour l'évaluation correspondent aux dividendes estimés par CFAO en fonction des projections de résultat et de la politique de distribution.

Les taux d'intérêt sans risque correspondent au taux de swap Euribor 8 ans pour le plan de stocks options et au taux de swap Euribor 2 ans pour les plans d'attribution d'actions gratuites, à la date d'attribution.

La charge totale comptabilisée au premier semestre 2013 au titre des plans d'options de souscription et d'attributions d'actions est de 2.6 millions d'euros.

NOTE 6 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Produits opérationnels non courants	(0.2)	1.4
Produits nets de cessions d'immobilisations opérationnelles	(0.3)	0.1
Produits nets des cessions de participations	0.7	1.3
Autres charges	(0.6)	0.0
Total	(0.2)	1.4

Les autres produits et charges opérationnels non courants de CFAO, qui regroupent les éléments inhabituels de nature à perturber le suivi de la performance économique de chaque division, s'élèvent à -0.2 millions d'euros sur le premier semestre 2013. Ils incluent des moins-values sur cessions d'actifs opérationnels pour -0.3 million d'euros au 30 juin 2013 contre une plus-value de +0.1 million d'euros au 30 juin 2012.

Ils incluent également une plus-value de 0.7 millions d'euros sur la cession d'une participation à Madagascar.

Juin 2012 faisait apparaître une plus-value de 1.2 millions d'euros sur la revalorisation de la participation initiale de CFAO dans les sociétés malgaches détenues en partenariat avec le groupe Caillé avant leur prise de contrôle en décembre 2012.

NOTE 7 PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Coût de l'endettement financier net	(17.2)	(16.1)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	0.2	0.4
Charges financières au coût amorti	(17.4)	(16.5)
Autres produits et charges financiers	(1.0)	(2.7)
Gains et pertes sur dérivés de couverture de change juste valeur ⁽¹⁾	0.0	(1.9)
Gains et pertes de change	0.2	(0.6)
Dividendes et acomptes reçus	0.8	0.8
Effet de l'actualisation des actifs et passifs	(0.8)	(0.4)
Autres charges financières	(1.2)	(0.6)
Total	(18.2)	(18.7)

⁽¹⁾ Cette ligne correspond à l'inefficacité de la couverture en juste valeur

Les charges financières au coût amorti correspondent essentiellement aux intérêts sur les découverts bancaires.

Au titre de l'inefficacité de la couverture du risque de change, l'impact résultat s'élève à +0 M€ correspondant à une charge de -11.1 M€ relative à la variation de réévaluation des engagements et un produit de +11.1 M€ relatif à la variation de réévaluation des dérivés.

Les autres charges financières incluent les frais d'escomptes.

NOTE 8 IMPOT

Le taux d'impôt du Groupe se détermine comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Résultat avant impôt	117.7	127.6
Eléments non courants	(0.2)	1.4
Résultat courant avant impôt	117.9	126.2
Charge totale d'impôt	(40.7)	(37.5)
Charge totale d'impôt hors Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises Impôt sur éléments non courants	(39.4)	(36.2)
Charge d'impôt courant hors Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	(39.4)	(36.2)
Taux d'impôt effectif	34.6%	29.4%
Taux d'impôt courant hors Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	33.4%	28.7%

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33.33%, augmenté de la contribution sociale de 3.3% et de la majoration exceptionnelle de 5% votée lors de la dernière loi de finances 2012 toutes deux applicables sur le taux de base, soit 36.10%.

NOTE 9 RESULTATS PAR ACTION

Les résultats nets par action sont calculés sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sous déduction du nombre moyen pondéré d'actions détenues par des sociétés consolidées.

Les résultats nets par action dilués prennent en compte le nombre moyen pondéré d'actions défini ci-avant pour le calcul du résultat net par action majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires potentiellement dilutives.

En juin 2013, compte tenu du cours moyen de l'action CFAO qui s'élève à 33.85 euros, le plan d'options de souscription d'actions décrit en note 5 est dilutif de façon non significative.

Résultat par action au 30 juin 2013

(en millions d'euros)	Ensemble consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	54.6
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	61,528,110
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(26,687)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61,501,423
Résultat de base par action (en euros)	0.89
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	54.6
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	54.6
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61,501,423
Options de souscription d'actions	108,926
Actions gratuites	172,337
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61,782,687
Résultat dilué par action (en euros)	0.88

Résultat par action au 30 juin 2012

(en millions d'euros)	Ensemble consolidé
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	63.5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises	61,525,860
Nombre moyen pondéré d'actions autodétenues	(64,066)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61,461,794
Résultat de base par action (en euros)	1.03
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	63.5
Options de souscription d'actions	
Actions gratuites	
Résultat net part du Groupe dilué	63.5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	61,461,794
Options de souscription d'actions	62,053
Actions gratuites	87,971
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées	61,611,818
Résultat dilué par action (en euros)	1.03

NOTE 10 AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

Les autres éléments du résultat global sont principalement composés :

- des profits et des pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger,

- des éléments relatifs à l'évaluation des obligations au titre des Avantages du personnel : excédents des actifs des régimes de retraite non reconnus et écarts actuariels constatés sur les régimes à prestations définies.

Le montant de ces éléments, avant et après effets d'impôt liés sont les suivants :

(en millions d'euros)	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion et autres	0.3		0.3
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecart actuariels			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2012	0.3		0.3
Ecart de conversion et autres	(6.5)		(6.5)
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecart actuariels	(6.8)	0.3	(6.5)
Autres éléments du résultat global au 31 décembre 2012	(13.3)	0.3	(13.0)
Ecart de conversion et autres	0.5		0.5
Excédent des actifs des régimes des retraites non comptabilisé			
Ecart actuariels			
Autres éléments du résultat global au 30 juin 2013	0.5		0.5

NOTE 11 CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2013, le capital social s'élève à 10,254,310 euros. Il est composé de 61,528,110 actions entièrement libérées.

L'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 a validé la distribution d'un dividende de 0.90 euros par action au titre de cet exercice, soit 55.3 millions d'euros au total.

Le dividende distribué était de 0.86 euros par action au titre de l'exercice 2011, soit 52.9 millions d'euros au total.

NOTE 12 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Ce poste s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012
Trésorerie	214.5	259.1
Equivalents de trésorerie	0.0	3.3
Total	214.5	262.4

Sur les 214.5 M€ de trésorerie, 81.5 M€ (contre 121.0 M€ l'année précédente) sont des positions actives issues de la gestion des comptes des centrales d'achats et de la Holding CFAO.

NOTE 13 DETTES FINANCIERES BRUTES

(en millions d'euros)	30/06/2013	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	Au-delà
Emprunts et dettes financières à long terme	214.0		172.9	15.2	7.1	13.7	5.1
Lignes de crédit confirmées	150.0		150.0				
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	39.6		15.7	6.7	6.6	5.6	5.1
Participation des salariés	1.5		0.3	0.4	0.4	0.4	0.1
Autres dettes financières	22.8		6.9	8.2	0.1	7.7	
Emprunts et dettes financières à court terme	540.8	540.8					
Lignes de crédit confirmées	32.9	32.9					
Autres emprunts auprès des établissements de crédit	8.8	8.8					
Participation des salariés	0.6	0.6					
Découverts bancaires	489.1	489.1					
Autres dettes financières	9.4	9.4					
Total	754.7	540.8	172.9	15.2	7.1	13.7	5.1
%		71.6%	22.9%	2.0%	0.9%	1.8%	0.7%

Le poste « Autres dettes financières » est principalement constitué de dettes sur put minoritaires pour un montant global de 26.5 millions d'euros.

Ces put concernent les sociétés vietnamiennes et les sociétés de Nouvelle Calédonie sur la division Automotive. Les sociétés Assene Laborex Nigéria et Mission Pharma sur la division Eurapharma. Ces puts sont valorisés selon un multiple d'EBIT, duquel on retire l'endettement financier net.

Au 30 juin 2013, l'ensemble de la dette brute est comptabilisé au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif.

Dans les « Emprunts et dettes financières à long terme » figure principalement le tirage sur le crédit syndiqué pour un montant de 150 millions d'euros sur un total de ligne confirmée de 300 millions d'euros. Ce crédit a été classé en lignes de crédit confirmées long terme selon son échéance de 2 ans (échéance initiale au 07/12/2013, à date reportée au 09/12/2014 par accord du 02/11/2012).

Les montants empruntés au titre du crédit syndiqué comportent des covenants financiers qui créent une obligation de remboursement anticipé s'ils ne sont pas respectés. Ces covenants sont au nombre de 3 :

- l'Endettement Financier Net (voir note 14 ci-après) ne doit pas dépasser une limite égale à 2 fois l'EBITDA courant.

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions sur actif opérationnel non courant, comptabilisées en résultat opérationnel courant.

(L'EBITDA n'est pas un agrégat comptable normé répondant à une définition unique généralement acceptée. Il ne doit pas être considéré comme un substitut au résultat opérationnel, au résultat net ou aux flux de trésorerie, ou encore à une mesure de liquidité. L'EBITDA peut être calculé de façon différente pour d'autres sociétés ayant une activité similaire ou différente de celle du Groupe. Ainsi, l'EBITDA calculé par le Groupe peut ne pas être comparable à celui calculé par d'autres émetteurs.)

- Le montant des dettes financières brutes des filiales ne doit pas excéder 90% des dettes financières brutes consolidées.
- Les autres engagements hors bilan des membres du Groupe envers des tiers au Groupe doivent être inférieurs à 1.2 fois la moyenne de la dette fournisseur pour la période considérée et le semestre précédent.

Ces covenants sont respectés au 30 juin 2013.

Les intérêts courus figurent dans la rubrique « autres dettes financières ».

La part des dettes à plus d'un an représente 28.4% de la dette brute au 30 juin 2013 (18.1% au 30 juin 2012).

NOTE 14 ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net du Groupe s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Dettes financières brutes	(754.7)	(552.1)	(576.3)
Trésorerie	214.5	262.4	199.3
Endettement financier net	(540.2)	(289.7)	(377.0)

NOTE 15 CLASSIFICATION COMPTABLE ET VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché au 30 juin 2013 s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2013		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture
	Valeur comptable	Valeur de marché				
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	53.8	53.8	7.0	38.4	8.4	
Actif courant						
Créances clients	563.7	563.7			563.7	
Autres actifs financiers courants	5.3	5.3			1.2	4.1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	214.5	214.5			214.5	
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	214.0	214.0			214.0	
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	540.8	540.8			540.8	
Autres passifs financiers courants	21.9	21.9			13.2	8.7
Dettes fournisseurs	648.0	648.0			648.0	

(en millions d'euros)	30/06/2012		Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Coût amorti	Instruments dérivés avec comptabilité de couverture
	Valeur comptable	Valeur de marché				
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	47.1	47.1	5.5	33.5	8.1	
Actif courant						
Créances clients	473.5	473.5			473.5	
Autres actifs financiers courants	23.3	23.3			3.1	20.2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	262.4	262.4	3.3		259.1	
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	99.7	99.7			99.7	
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	452.4	452.4			452.4	
Autres passifs financiers courants	29.3	29.3			16.7	12.5
Dettes fournisseurs	680.3	680.3			680.3	

Les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur sont déterminés comme suit :

Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 30/06/2013, il n'y a pas d'élément évalué à la juste valeur sur cette base.

Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne

Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.

Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables

La juste valeur pour les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Cette méthode concerne essentiellement les actifs financiers non courants.

En 2013, les modalités d'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs financiers n'ont pas été modifiées.

(en millions d'euros)	30/06/2013		30/06/2012		31/12/2012	
	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur de marché	Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur comptable
Actif non courant						
Actifs financiers non courants	53.8	53.8	47.1	47.1	50.8	50.8
Actif non courant						
Créances clients	563.7	563.7	473.5	473.5	488.1	488.1
Autres actifs financiers courants	5.3	5.3	23.3	23.3	8.7	8.7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	214.5	214.5	262.4	262.4	199.3	199.3
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières à long terme	214.0	214.0	99.7	99.7	149.8	149.8
Passif courant						
Emprunts et dettes financières à court terme	540.8	540.8	452.4	452.4	426.5	426.5
Autres passifs financiers courants	21.9	21.9	29.3	29.3	27.5	27.5
Dettes fournisseurs	648.0	648.0	680.3	680.3	695.3	695.3

NOTE 16 EXPOSITION AUX RISQUES DE CHANGE

Le groupe CFAO utilise pour la gestion du risque de change des instruments dont les encours représentés par leur notionnel sont les suivants :

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Changes à terme et Swaps de change	122.3	272.1	219.5
Total	122.3	272.1	219.5

Le Groupe utilise essentiellement des contrats de change à terme pour couvrir les risques commerciaux export et import et pour couvrir les risques financiers nés en particulier des opérations de refinancement intragroupe en devises.

Certaines filiales locales (Maroc, Kenya, Nouvelle Calédonie) souscrivent et comptabilisent des contrats d'achat à terme. Au 30 juin 2013, les encours représentés par leur notionnel s'élevaient à 35.5 millions d'euros.

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 39, ces instruments dérivés ont été analysés au regard des critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture. Au 30 juin 2013, la répartition des instruments dérivés en couvertures documentées s'établissait comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2013	Yen	Dollar américain	Euro	Autres	30/06/2012	31/12/2012
Couvertures de juste valeur							
Achats à terme & swaps achat à terme	427.4	106.9	281.1	32.4	7.0	632.8	511.0
Ventes à terme & swaps vente à terme	-305.2	-1.8	-303.4			-360.8	-245.4
Total	122.3	105.1	-22.3	32.4	7.0	272.1	265.5

La colonne « autres » correspond principalement aux opérations réalisées en rand sud Africain et en livre sterling.

Ces instruments dérivés de change sont comptabilisés au bilan en valeur de marché à la date de clôture.

L'exposition du risque de change du bilan s'analyse de la façon suivante au 30 juin 2013 :

(en millions d'euros)	30/06/2013	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2012	31/12/2012
CENTRALES D'ACHAT							
Créances Centrales d'achat	163.8		162.3	1.1	0.4	132.4	130.7
Dettes Centrales d'achat ⁽¹⁾	211.5		157.3	51.9	2.3	265.9	283.9
Exposition brute au bilan centrales d'achat	-47.7	0.0	4.9	-50.8	-1.9	-133.5	-153.1
Commandes Client	105.9		105.1	0.8	0.0	213.5	105.9
Commandes fournisseur	148.5		90.7	53.3	4.4	316.2	121.3
Exposition brute prévisionnelle centrales d'achat	-42.5	0.0	14.4	-52.5	-4.4	-102.6	-15.4
Exposition brute avant gestion centrales d'achat	-90.2	0.0	19.4	-103.3	-6.3	-236.1	-168.5
Instruments de couverture centrales d'achat ⁽²⁾	86.8		-24.9	104.7	7.0	233.6	168.1
Exposition nette après gestion centrales d'achat	-3.5	0.0	-5.5	1.4	0.7	-2.5	-0.4

⁽¹⁾ dont 0.7 M\$ de prêt sur filiales

Les centrales d'achats de CFAO couvrent le risque de change au bilan (factures clients et fournisseurs) et prévisionnel (commandes confirmées fournisseurs et clients) par rapport à leur devise de comptabilisation qui est l'euro.

(en millions d'euros)	30/06/2013	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2012	31/12/2012
FILIALES HORS CENTRALES D'ACHAT Filiales ayant recours aux instruments de couverture							
Créances des filiales gérant le risque de change	0.0		0.0				1.7
Dettes des filiales gérant le risque de change ⁽¹⁾	35.9	32.4	3.0	0.5	0.0	38.4	53.0
Exposition brute au bilan	-35.9	-32.4	-3.0	-0.5	0.0	-38.4	-51.3
Exposition brute prévisionnelle des filiales gérant le risque de change	0.0					0.0	0.0
Exposition brute avant prise en compte des instruments de couverture	-35.9	-32.4	-3.0	-0.5	0.0	-38.4	-51.3
Instruments de couverture filiales	35.9	32.4	3.0	0.5		38.4	51.3
Exposition nette après gestion filiales gérant le risque de change	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

⁽¹⁾ dont 10 M€ d'emprunt auprès de la maison mère

Certaines filiales peuvent utiliser des instruments pour couvrir l'exposition au risque de change de leur dette libellée en dollar US ou en Euros et leur devise de comptabilisation (Dirham marocain, Shilling Kenyan).

(en millions d'euros)	30/06/2013	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2012	31/12/2012
FILIALES HORS CENTRALES D'ACHAT Filiales n'ayant pas recours aux instruments de couverture							
Créances des filiales	25.8	10.2	15.5	0.1	0.0	29.3	2.4
Dettes des filiales	266.6	197.8	65.4	1.8	1.6	164.5	163.6
Trésorerie	46.1	7.3	38.0	0.6	0.2	40.8	31.8
Dettes financières	13.6	-3.8	17.2	0.2	0.1	27.6	23.0
Exposition brute au bilan	-208.4	-176.5	-29.1	-1.2	-1.5	-122.0	-152.3
Dépréciation des devises locales de 10%	-20.8	-17.6	-2.9	-0.1	-0.2	-12.2	-15.2

Les filiales hors centrales d'achats et qui n'ont pas recours aux instruments de couverture du risque de change pour des contraintes réglementaires sont exposées au risque de variation de leur devise de comptabilisation par rapport aux dettes et créances d'exploitation ou financières libellées en euros ou en dollar US.

Le tableau ci-dessus n'intègre pas l'exposition des postes du bilan libellés en euro des filiales de la zone CFA du fait de la parité fixe de cette monnaie par rapport à l'euro, le montant de ces encours s'élève à 116.9 millions d'euros au 30 juin 2013.

En synthèse, la position nette consolidée du groupe ressort comme suit :

(en millions d'euros)	30/06/2013	Euro	Dollar américain	Yen	Autres	30/06/2012	31/12/2012
Groupe CFAO							
Créances	189.1	10.2	177.2	1.2	0.4	161.7	134.9
Dettes	620.9	337.1	225.8	54.1	3.9	526.4	559.8
Trésorerie	46.6	7.3	38.5	0.6	0.2	40.8	31.8
Dettes financières	23.6	6.2	17.2	0.2	0.1	28.4	34.7
Exposition brute au bilan	- 408.8	- 325.8	- 27.2	- 52.5	- 3.4	- 352.2	- 427.8
Commandes Client	105.9	0.0	105.1	0.8	0.0	213.5	105.9
Commandes fournisseur	148.5	0.0	90.7	53.3	4.4	316.2	121.3
Exposition brute prévisionnelle	- 42.5	0.0	14.4	- 52.5	- 4.4	- 102.6	- 15.4
Exposition brute avant gestion	- 451.4	- 325.8	- 12.8	- 105.0	- 7.8	- 454.8	- 443.2
Instruments de couverture	122.7	32.4	- 21.9	105.1	7.0	272.1	219.5
Exposition nette après gestion	- 328.7	- 293.4	- 34.6	0.1	- 0.8	- 182.7	- 223.7

Analyse de sensibilité au risque de change

Sur la base des données de marché en date de clôture, l'impact d'une variation instantanée de 10% des cours de change des devises d'achat non couvertes par rapport aux monnaies locales (hors franc CFA) serait de 20.8 millions d'euros à fin juin 2013.

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa monnaie de présentation (euro).

Ce calcul prend comme hypothèse que toutes les autres variables de marché seraient réputées constantes dans la détermination de la sensibilité.

NOTE 17 INSTRUMENTS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques de change. Le Groupe n'a pas de couverture de flux de trésorerie ni de couverture d'investissement net.

Au 30 juin 2013, 30 juin 2012 et au 31 décembre 2012, conformément à la norme IAS 39, la valeur de marché des instruments financiers dérivés figure au bilan à l'actif dans la rubrique « Autres actifs financiers courants » et au passif dans la rubrique « Autres passifs financiers courants ».

La juste valeur des dérivés de change est enregistrée en autres actifs financiers ou passifs financiers courants.

(en millions d'euros)	30/06/2013	Risque de taux d'intérêt	Risque de change	Autres risques de marché	30/06/2012	31/12/2012
Dérivés actif	4.1		4.1		20.2	7.6
Non Courant						
Courant	4.1		4.1		20.2	7.6
Dérivés actif – couverture de juste valeur	4.1		4.1		20.2	7.6
Dérivés passif	8.7		8.7		12.5	23.3
Non Courant						
Courant	8.7		8.7		12.5	23.3
Dérivés passif – couverture de juste valeur	8.7		8.7		12.5	23.3
TOTAL	(4.6)		(4.6)		7.6	(15.7)

NOTE 18 ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

La trésorerie nette des découverts bancaires et des comptes de trésorerie créditeurs (incluant les intérêts courus) s'élève au 30 juin 2013 à – 275.4 millions d'euros et correspond au montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie présenté dans l'état des flux de trésorerie.

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie du bilan	214.5	262.4	199.3
Découverts bancaires	(489.1)	(438.9)	(394.2)
Comptes courants de trésorerie créditeurs	(0.8)	(0.2)	(0.7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie	(275.4)	(176.6)	(195.6)

18.1 Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 36.4 millions d'euros sur le premier semestre 2013 (33.4 millions d'euros sur le premier semestre 2012).

18.2. Acquisitions et cessions de filiales

(en millions d'euros)	30/06/2013	30/06/2012	31/12/2012
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	(0.2)	(1.0)	(47.7)
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	(0.0)	0.5	6.4
Total	(0.2)	(0.5)	(41.3)

Sur le premier semestre 2012, les acquisitions de filiales concernaient principalement la société ADI au Zimbabwe.

NOTE 19 EVOLUTION DES PASSIFS EVENTUELS, ENGAGEMENTS CONTRACTUELS NON COMPTABILISES ET RISQUES EVENTUELS

19.1. Engagements donnés suite à des cessions d'actifs

Au cours du premier semestre 2013, aucune nouvelle convention de garantie de passif n'a été conclue par le Groupe.

19.2. Autres évolutions

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autres évolutions significatives des autres engagements donnés et reçus par CFAO ainsi que des passifs éventuels.

NOTE 20 PARTIES LIEES

La société CFAO était contrôlée jusqu'au 4 décembre 2009 par Discodis, elle-même détenue en totalité par la société PPR. Jusqu'au 4 décembre 2009, Discodis détenait 99.93% du capital et 99.93% des droits de vote de CFAO.

Le 4 décembre 2009, Discodis a cédé 57.94% lors d'une introduction en bourse de Paris.

En 2013, il n'y a pas eu de variation significative dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2012.

En 2012, un dividende au titre de l'exercice 2011 de 22.2 millions d'euros a été versé à la société Discodis. Il n'y a plus de redevance versée à cette société.

En 2013, suite à l'offre publique d'achat lancée par Toyota Tsusho Corporation, ce dernier détient 97.8% des droits de vote du groupe CFAO.

Des achats de véhicules et pièces de rechange Toyota ont été réalisées en 2013 par le groupe CFAO auprès de filiales du groupe TTC pour un montant de 3.1 millions d'euros. Un solde débiteur de 0.1 M€ est en autres passifs courants.

NOTE 21 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'a un impact significatif sur les comptes consolidés résumés arrêtés au 30 juin 2013.

3. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Sèvres, le 25 juillet 2013

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alan Viry

Président du Directoire

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

KPMG Audit

1, cours Valmy
92293 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés

185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CFAO – Société Anonyme

18, rue Troyon
92316 Sèvres

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CFAO, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense, le 25 juillet 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Hervé CHOPIN
Associé

Neuilly-sur-Seine Cedex, le 25 juillet 2013

Deloitte & Associés

Alain PENANGUER
Associé